

JOURNAL OFFICIEL

DU TERRITOIRE DU TOGO

PARAISANT LE 1^{er} ET LE 16 DE CHAQUE MOIS A LOMÉ

ABONNEMENTS

	UN AN	SIX MOIS
Togo, France et Colonies . . .	70 fr.	40 fr.
Etranger { Pays à demi-tarif 100 fr.	50 fr.	
{ Pays à plein tarif 120 fr.	70 fr.	

Prix du numéro { Au comptant, à l'imprimerie : 3. fr.
 Par porteur ou par la poste.
 Togo, France et Colonies : 3. fr. 50
 Etranger : Port en sus.

ABONNEMENTS ET ANNONCES

Pour les abonnements et annonces, s'adresser au Directeur de l'Ecole Professionnelle de la Mission Catholique de LOMÉ, TOGO.

Ils commencent par le premier numéro d'un mois et se terminent par le dernier numéro d'un des 4 trimestres.

Les abonnements, annonces et réclames sont payables d'avance.

ANNONCES ET AVIS DIVERS

La ligne	4 fr.
Minimum	20 fr.
La page	400 fr.
Chaque annonce répétée : moitié prix ; minimum 20 fr.	

Ce tarif ne s'applique pas aux tableaux ni aux insertions faites en caractères plus petits que ceux du texte du Journal.
Pour les réclames, demandez le tarif spécial.

SOMMAIRE

PARTIE OFFICIELLE

ACTES DU POUVOIR CENTRAL

1881		
30 juin	— Loi sur la liberté de réunion . . .	443
1901		
16 août	— Décret N° 40-497 portant règlement d'administration publique pour l'exécution de la loi du 1 ^{er} juillet 1901, relative au contrat d'association (<i>Extrait</i>)	436
1907		
28 mars	— Loi relative aux réunions publiques.	443
1925		
27 janvier	— Circulaire ministérielle relative aux fonctionnaires candidats aux élections législatives	438
21 mars	— Circulaire ministérielle relative aux fonctionnaires candidats aux élections législatives	438
1943		
17 septembre	— Ordonnance portant modification temporaire des articles 2, 10 et 11 de la loi du 30 juin 1881 sur les réunions publiques	444
1946		
19 janvier	— Arrêté interministériel portant création d'un comité de coordination de la protection radioélectrique de la navigation aérienne aux colonies. (<i>Arrêté de promulgation N° 323 Cab. du 3 mai 1946</i>)	441
11 avril	— Décret N° 46-718 rendant applicable aux territoires relevant du ministère de la France d'outre-mer, la législation métropolitaine sur la liberté de réunion. (<i>Arrêté de promulgation N° 323 Cab. du 1^{er} mai 1946</i>)	442

26 avril	— Décret N° 46-823 portant convocation des collèges électoraux dans les territoires relevant du ministère de la France d'outre-mer en vue de procéder aux élections générales. (<i>Arrêté de promulgation N° 327 Cab. du 3 mai 1946</i>)	439
26 avril	— Décret N° 46-824 modifiant à titre exceptionnel dans les territoires relevant du ministère de la France d'outre-mer autres que les Antilles, la Réunion et la Guyane, les conditions de résidence exigées pour l'inscription sur les listes électorales et fixant une procédure spéciale d'inscription de certaines catégories d'électeurs. (<i>Arrêté de promulgation N° 327 Cab. du 3 mai 1946</i>)	440
2 mai	— Décret N° 46-891 complétant le décret N° 46-791 du 23 avril 1946 fixant les modalités d'application de la loi N° 46-680 du 13 avril 1946 relative à l'élection des députés des territoires d'outre-mer. (<i>Arrêté de promulgation N° 339 Cab. du 7 mai 1946</i>)	440

ACTES DU POUVOIR LOCAL

1945		
29 décembre	— N° 753 P. — Arrêté portant fixation des traitements du personnel du cadre local européen des conducteurs des travaux agricoles et forestiers du territoire du Togo	444
1946		
3 mai	— N° 329 AE. — Arrêté portant approbation des comptes de gestion — exercice 1945 — des S.I.P. de Sokodé, Klouto, Mango, et du fonds commun des S.I.P.	445
3 mai	— N° 330 AE. — Arrêté portant approbation des projets de budget — exercice 1946 — des S.I.P. de Klouto, Tsévié, Lomé	445

4 mai	— No 332 APA. — Arrêté rapportant les arrêtés Nos 52, 53, 55, 56 et 57 APA. du 20 janvier 1946 déterminant certaines infractions punies par les peines de simple police, et l'arrêté No 211 APA. du 22 mars 1946 prévoyant des sanctions de simple police à certaines infractions	446
5 mai	— No 335 APA. — Arrêté fixant les modalités d'application des articles 26 à 35 du titre VI de la loi No 46-679 du 13 avril 1946 relative à l'élection des députés.	446
7 mai	— No 336 AE. — Arrêté fixant le prix à l'exportation des arachides décortiquées	447
7 mai	— No 340 F. — Arrêté fixant à nouveau le chiffre des encaisses des agences spéciales	447
7 mai	— No 341 F. — Arrêté portant approbation du compte définitif du budget de la Chambre de commerce du Togo pour l'exercice 1945	448
7 mai	— No 345 CFT. — Arrêté créant un tarif spécial de transit P.V. 1 bis T. pour les marchandises destinées à l'entrepôt des douanes de Palimé	448
7 mai	— No 346 CFT. — Arrêté portant modifications aux tarifs particuliers du wharf de Lomé	449
7 mai	— No 347 CFT. — Arrêté complétant le tarif spécial 17 T du fascicule No 2 des tarifs des chemins de fer du Togo	450
9 mai	— No 350 AE. — Arrêté concernant le mode d'application du taux de marque brute	451
9 mai	— No 352 AE. — Arrêté fixant le tarif de mouture du maïs	451
Personnel		451
Divers		452

PARTIE NON OFFICIELLE

Avis et communications

Avis d'adjudication	454
Avis (Impôt de solidarité Nationale)	454
Service de la Curatelle aux successions et Biens vacants.	454
Domaines	455

PARTIE OFFICIELLE

ACTES DU POUVOIR CENTRAL

Contrat d'association

DECRET No 40-497 du 16 août 1901 portant règlement d'administration publique pour l'exécution de la loi du 1^{er} juillet 1901, relative au contrat d'association.

Le Président de la République française,

Sur le rapport du Président du Conseil, ministre de l'intérieur et des cultes;

Vu la loi du 1^{er} juillet 1901, relative au contrat d'association, et notamment l'article 20 ainsi conçu :

« Un règlement d'administration publique déterminera les mesures propres à assurer l'exécution de la présente loi »;

Vu les articles 4 et 7 de la loi du 24 mai 1825;

Vu l'arrêté ministériel du 1^{er} juillet 1901;

Vu l'avis du ministre de l'instruction publique;

Le Conseil d'Etat entendu;

DECRETE :

TITRE PREMIER

DES ASSOCIATIONS

CHAPITRE PREMIER

Associations déclarées

ARTICLE PREMIER. — La déclaration prévue par l'article 5, paragraphe 2, de la loi du 1^{er} juillet 1901 est faite par ceux qui, à un titre quelconque, sont chargés de l'administration ou de la direction de l'association.

Dans le délai d'un mois, elle est rendue publique par leurs soins, au moyen de l'insertion au Journal officiel d'un extrait contenant la date de la déclaration, le titre et l'objet de l'association, ainsi que l'indication de son siège social.

L'extrait est reproduit par les soins du préfet au Recueil des actes administratifs de la préfecture.

ART. 2. — Toute personne a droit de prendre communication sans déplacement, au secrétariat de la préfecture ou de la sous-préfecture, des statuts et déclarations ainsi que des pièces faisant connaître les modifications de statuts et les changements survenus dans l'administration ou la direction. Elle peut même s'en faire délivrer, à ses frais, expédition ou extrait.

ART. 3. — Les déclarations relatives aux changements survenus dans l'administration ou la direction de l'association mentionnent :

1^o — Les changements de personnes chargées de l'administration ou de la direction;

2^o — Les nouveaux établissements fondés;

3^o — Le changement d'adresse dans la localité où est situé le siège social;

4^o — Les acquisitions ou aliénations du local et des immeubles spécifiés à l'article 6 de la loi du 1^{er} juillet 1901; un état descriptif, en cas d'acquisition, et l'indication des prix d'acquisition ou d'aliénation doivent être joints à la déclaration.

ART. 4. — Pour le département de la Seine, les déclarations et les dépôts de pièces annexées sont faits à la préfecture de police.

ART. 5. — Le récépissé de toute déclaration contient l'énumération des pièces annexées; il est daté et signé par le préfet ou son délégué ou par le sous-préfet.

ART. 6. — Les modifications apportées aux statuts et les changements survenus dans l'administration ou la direction de l'association sont transcrits sur un registre tenu au siège de toute association déclarée; les dates des récépissés relatifs aux modifications et changements sont mentionnées au registre.

La présentation dudit registre aux autorités administratives ou judiciaires, sur leur demande, se fait sans déplacement au siège social.

ART. 7. — Les unions d'associations ayant une administration ou une direction centrale sont soumises aux dispositions qui précèdent. Elles déclarent, en outre, le titre, l'objet et le siège des associations qui les composent. Elles font connaître dans les trois mois les nouvelles associations adhérentes.

CHAPITRE II

Associations reconnues d'utilité publique.

ART. 8. — Les associations qui sollicitent la reconnaissance d'utilité publique doivent avoir rempli, au préalable, les formalités imposées aux associations déclarées.

ART. 9. — La demande en reconnaissance d'utilité publique est signée de toutes les personnes déléguées à cet effet par l'assemblée générale.

ART. 10. — Il est joint à la demande :

1° — Un exemplaire du Journal officiel contenant l'extrait de la déclaration;

2° — Un exposé indiquant l'origine, le développement, le but d'intérêt public de l'œuvre;

3° — Les statuts de l'association en double exemplaire;

4° — La liste de ses établissements avec indication de leur siège;

5° — La liste des membres de l'association avec l'indication de leur âge, de leur nationalité, de leur profession et de leur domicile, ou, s'il s'agit d'une union, la liste des associations qui la composent avec l'indication de leur titre, de leur objet et de leur siège;

6° — Le compte financier du dernier exercice;

7° — Un état de l'actif mobilier et immobilier et du passif;

8° — Un extrait de la délibération de l'assemblée générale autorisant la demande en reconnaissance d'utilité publique.

Ces pièces sont certifiées sincères et véritables par les signataires de la demande.

ART. 11. — Les statuts contiennent :

1° — L'indication du titre de l'association, de son objet, de sa durée et de son siège social;

2° — Les conditions d'admission et de radiation de ses membres;

3° — Les règles d'organisation et de fonctionnement de l'association et de ses établissements, ainsi que la détermination des pouvoirs conférés aux membres chargés de l'administration ou de la direction, les

conditions de modification des statuts et de la dissolution de l'association;

4° — L'engagement de faire connaître dans les trois mois à la préfecture ou à la sous-préfecture tous les changements survenus dans l'administration ou la direction et de présenter sans déplacement les registres et pièces de comptabilité sur toute réquisition du préfet, à lui-même ou à son délégué;

5° — Les règles suivant lesquelles les biens seront dévolus en cas de dissolution volontaire, statutaire, prononcée en justice ou par décret;

6° — Le prix maximum des rétributions qui seront perçues à un titre quelconque dans les établissements de l'association où la gratuité n'est pas complète.

ART. 12. — La demande est adressée au ministre de l'intérieur; il en est donné récépissé daté et signé avec indication des pièces jointes.

Le ministre fait procéder, s'il y a lieu, à l'instruction de la demande, notamment en provoquant l'avis du conseil municipal de la commune où l'association est établie et un rapport du préfet.

Après avoir consulté les ministres intéressés, il transmet le dossier au Conseil d'Etat.

ART. 13. — Une copie du décret de reconnaissance d'utilité publique est transmise au préfet ou au sous-préfet pour être jointe au dossier de la déclaration; ampliation du décret est adressée par ses soins à l'association reconnue d'utilité publique.

CHAPITRE III

Dispositions communes aux associations déclarées et aux associations reconnues d'utilité publique

ART. 14. — Si les statuts n'ont pas prévu les conditions de liquidation et de dévolution des biens d'une association en cas de dissolution, par quelque mode que ce soit, ou si l'assemblée générale qui a prononcé la dissolution volontaire n'a pas pris de décision à cet égard, le tribunal, à la requête du ministre public, nomme un curateur. Ce curateur provoque, dans le délai déterminé par le tribunal, la réunion d'une assemblée générale dont le mandat est uniquement de statuer sur la dévolution des biens; il exerce les pouvoirs conférés par l'article 813 du code civil aux curateurs des successions vacantes.

ART. 15. — Lorsque l'assemblée générale est appelée à se prononcer sur la dévolution des biens, quel que soit le mode de dévolution, elle ne peut, conformément aux dispositions de l'article 1^{er} de la loi du 1^{er} juillet 1901, attribuer aux associés, en dehors de la reprise des apports une part quelconque des biens de l'association.

Fait à Rambouillet, le 16 août 1901.

Signé : Emile LOUBET.

Pour le Président du Conseil, Ministre de l'intérieur et des cultes :

Le Ministre de l'instruction publique et des beaux-arts, intérimaire,

Signé : G. LEVGUES.

Voir loi du 1^{er} juillet 1901 au J. O. Togo du 16 avril 1946 Page 328.

Elections

CIRCULAIRE.

LE PRÉSIDENT DU CONSEIL.

à Messieurs les Ministres et sous-secrétaires d'Etat.

En 1910, 1914, 1919 et 1924, le Conseil des Ministres a réglé ainsi qu'il suit la situation des fonctionnaires candidats aux élections législatives :

1^o — Mise en congé sans traitement, s'ils attendent l'ouverture de la période électorale pour faire acte de candidat. Ils ne sont pas remplacés dans leur emploi et s'ils ne sont pas élus reprennent leurs fonctions immédiatement après l'élection.

2^o — Mise en disponibilité sans traitement, s'ils font acte public de candidature (par articles de presse, réunions, etc...) avant l'ouverture de la période électorale. Ils sont remplacés dans leur emploi et ne sont réintégrés, après l'élection, que suivant l'état des vacances et conformément aux règles qui régissent la position de disponibilité dans leurs administrations respectives.

Des doutes se sont élevés sur la légalité de cette réglementation. Elle semblait établir, contrairement à notre législation électorale, une antinomie de principe entre l'exercice de toute fonction publique et la présentation d'une candidature législative, car elle ne réservait pas aux fonctionnaires la possibilité de poser et de défendre leur candidature tout en continuant leurs fonctions.

D'autre part, en rendant très incertaine dans certains cas, la réintégration du fonctionnaire non élu, elle apportait une entrave fâcheuse à la liberté des candidatures.

Aussi, le Conseil des Ministres, dans sa séance du 28 août 1924, a-t-il décidé que cette réglementation serait rapportée et il y aura lieu de la remplacer à l'avenir par les dispositions suivantes :

1^o — *Période antérieure à l'ouverture de la période électorale*

Tout acte se rattachant à une prochaine candidature pourra être fait librement par le fonctionnaire, sous une forme quelconque, sans qu'il puisse lui en être demandé compte, sous réserve, bien entendu, que ces manifestations soient exemptes à l'égard des pouvoirs publics, de ces violences ou excès de toute nature qui ne sauraient être tolérés, en aucune circonstance, chez des agents de l'Administration.

2^o — *Candidature posée à l'ouverture de la période électorale.*

Il convient de faire ici une distinction :

a) Tout fonctionnaire candidat aux élections législatives, qui continuera d'assurer régulièrement son service, n'aura aucune autorisation à solliciter à cet égard de son Administration, qui n'a pas à contrôler dans la personne de ses agents l'exercice d'un droit, commun à tous les citoyens. Le service ayant été fait, le traitement sera, bien entendu, payé.

Si dans des cas semblables, des suppressions de traitement ont été effectuées à l'occasion des élections législatives du 11 mai 1924, le Conseil a décidé que l'intégralité de ces traitements serait rétroactivement restituée.

b) Tout fonctionnaire candidat aux élections législatives dans des conditions ne lui permettant pas d'assurer en même temps son service, demandera et il lui sera accordé un congé sans traitement pour la durée de la période électorale. Il ne sera pas remplacé numériquement dans son emploi et, s'il n'est pas élu, il reprendra ses fonctions à l'expiration de son congé.

Je rappelle que, par « période électorale » il faut entendre l'espace de temps qui s'écoule entre la publication du décret convoquant les électeurs et la proclamation des résultats définitifs par la Commission de recensement général des votes.

Je vous serais reconnaissant de vouloir bien m'accuser réception de la présente instruction et tenir la main à son exécution.

Paris, le 27 janvier 1925.

HERRIOT.

CIRCULAIRE.

LE PRÉSIDENT DU CONSEIL

à Messieurs les Ministres et sous-secrétaires d'Etat.

J'ai eu l'honneur, le 27 janvier 1925, de vous adresser des instructions relatives à la situation des fonctionnaires candidats aux élections législatives.

Il a été spécifié que si le fonctionnaire candidat ne pouvait pas en même temps assurer son service, il lui serait accordé un congé, sans traitement, égal à la durée de la période électorale; mais aucune disposition n'est prévue en ce qui concerne les droits de l'intéressé à l'avancement et à la retraite pendant ce laps de temps. Il avait semblé, en effet, que ces deux points devaient être fixés par chacun de vous, conformément aux règles particulières de chaque administration.

Néanmoins, des indications m'ayant été demandées à cet égard, vous voudrez bien, sauf dispositions contraires dans les règlements applicables aux divers services de chaque département ministériel, considérer comme complété de la façon suivante le paragraphe B de la circulaire du 27 janvier 1925 :

B. Tout fonctionnaire candidat aux élections législatives dans des conditions ne lui permettant pas d'assurer en même temps son service, demandera et, il lui sera accordé un congé sans traitement pour la durée de la période électorale. Il ne sera pas remplacé numériquement dans son emploi et, s'il n'est pas élu, il reprendra ses fonctions à l'expiration de son congé.

Si le fonctionnaire en présente la demande, il sera admis à verser rétroactivement les retenues afférentes aux pensions civiles sur le traitement qu'il aurait touché pendant la durée de son congé.

Si ce versement est effectué, le temps passé en congé comptera pour l'avancement de classe et de grade.

Paris, le 21 mars 1925.

HERRIOT.

ARRETE N° 327 Cab. du 3 mai 1946.

L'ADMINISTRATEUR EN CHEF DES COLONIES,
CHEVALIER DE LA LÉGIION D'HONNEUR,
CROIX DE GUERRE,

COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE AU TOGO P. 1.,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 3 janvier 1946 portant réorganisation administrative du territoire du Togo et création d'assemblées représentatives;

Vu le décret du 16 avril 1924 sur le mode de promulgation et de publication des textes réglementaires au Togo;

Vu la loi n° 46-680 du 13 avril 1946 relative à l'élection des députés des territoires d'Outre-mer promulguée au Togo le 21 avril 1946;

Vu l'ordonnance du 22 août 1945 fixant le mode de représentation à l'Assemblée Nationale Constituante des territoires d'Outre-mer relevant du Ministère des Colonies, promulguée au Togo le 1^{er} septembre 1945, ensemble les actes modificatifs subséquents;

Vu les câblogrammes n°s 435 CIRC/API. et 436 CIRC/API, du 27 avril 1946 du Ministre de la France d'Outre-mer;

ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — Sont promulgués dans le territoire du Togo :

1° — Le décret n° 46-823 du 26 avril 1946 portant convocation des collèges électoraux dans les territoires relevant du Ministère de la France d'Outre-mer en vue de procéder aux élections générales.

2° — Le décret n° 46-824 du 26 avril 1946 modifiant à titre exceptionnel dans les territoires relevant du ministère de la France d'Outre-mer autres que les Antilles, la Réunion et la Guyane, les conditions de résidence exigées pour l'inscription sur les listes électorales et fixant une procédure spéciale d'inscription de certaines catégories d'électeurs.

ART. 2. — Vu l'urgence, le présent arrêté sera immédiatement applicable par voie d'affichage à la mairie de Lomé, dans les bureaux des cercles et subdivisions ainsi que dans tous les bureaux de postes du Territoire.

Lomé, le 3 mai 1946.
H. GAUDILLOT.

DECRET N° 46-823 du 26 avril 1946.

Le Président du Gouvernement provisoire de la République,

Sur le rapport du ministre de la France d'outre-mer;

Vu la loi du 2 novembre 1945 portant organisation provisoire des pouvoirs publics;

Vu l'ordonnance du 22 août 1945 fixant le mode de représentation à l'Assemblée élue le 21 octobre 1945 des territoires d'outre-mer relevant du ministère des colonies, modifiée et complétée par l'ordonnance du 9 octobre 1945;

Vu la loi n° 46-668 du 12 avril 1946 instituant une procédure exceptionnelle de vote par procuration en faveur de certaines catégories d'électeurs;

Vu la loi n° 46-679 du 13 avril 1946 relative à l'élection des députés de la France métropolitaine des départements de la Guadeloupe, de la Martinique, de la Réunion, de la Guyane et de l'Algérie;

Vu la loi n° 46-680 du 13 avril 1946 relative à l'élection des députés des territoires d'Outre-mer;

Vu le décret du 30 août 1945 fixant dans les territoires d'outre-mer relevant du ministère des colonies les modalités des opérations relatives aux élections prévues par l'ordonnance du 22 août 1945;

Vu le décret n° 46-126 du 20 janvier 1946 relatif à l'établissement et à la révision des listes électorales dans les îles de Saint-Pierre et Miquelon;

Vu le décret n° 46-128 du 20 janvier 1946 maintenant en vigueur le décret du 14 août 1945 ayant prescrit l'établissement des listes électorales en Afrique Equatoriale Française, au Cameroun et à la Côte Française des Somalis et le décret du 30 août 1945 ayant prescrit en ce qui concerne les non-citoyens jouissant de l'électorat politique l'établissement des listes électorales en Afrique Occidentale Française, au Togo, en Afrique Equatoriale Française, au Cameroun et à la Côte française des Somalis;

Vu le décret du 11 avril 1946 prescrivant en ce qui concerne les non-citoyens jouissant de l'électorat politique dans les territoires d'outre-mer relevant du ministère de la France d'outre-mer une nouvelle révision ou l'établissement des listes électorales;

Vu le décret du 23 avril 1946 fixant les modalités d'application de la loi n° 46-680 du 13 avril 1946 relative à l'élection des députés des territoires d'outre-mer;

DECRETE :

ARTICLE PREMIER. — Les collèges électoraux des territoires relevant du Ministère de la France d'outre-mer autres que les départements de la Guadeloupe, de la Martinique, de la Réunion, de la Guyane et autres que les territoires composant l'union indochinoise, sont convoqués pour le dimanche 2 juin 1946 à l'effet de procéder :

soit à l'élection d'une assemblée nationale dans les formes prévues par la loi n° 46-680 du 13 avril 1946 si le corps électoral des citoyens français a approuvé la constitution soumise à referendum;

soit à l'élection d'une assemblée constituante dans les formes prévues par l'ordonnance du 22 août 1945 modifiée et complétée par l'ordonnance du 9 octobre 1945 si le corps électoral des citoyens français a rejeté la constitution soumise à referendum.

ART. 2. — L'élection aura lieu sur les listes électorales les plus récentes arrêtées avant le 2 juin 1946.

Toutefois seront admis au vote, quoique non inscrits sur les listes électorales, les électeurs porteurs d'une décision du juge de paix ordonnant leur inscription ou d'un arrêt de la cour de cassation annulant un jugement qui aurait prononcé leur radiation.

ART. 3. — Le scrutin ne durera qu'un jour. Il sera ouvert à huit heures du matin.

Toutefois les gouverneurs ou chefs de territoires peuvent, par arrêté, déterminer les conditions dans lesquelles, il sera possible de devancer cette heure pour faciliter aux électeurs l'exercice de leurs droits.

Dans tous les cas, le scrutin sera clos à dix-huit heures.

ART. 4. — Le dépouillement des résultats suivra immédiatement le scrutin. Entreront seuls en compte les bulletins des candidats ou des listes de candidats pour lesquels un récépissé définitif aura été délivré.

ART. 5. — Le ministre de la France d'Outre-mer est chargé de l'exécution du présent décret qui sera publié au *Journal officiel* de la République Française ainsi qu'aux *Journaux officiels* des territoires intéressés et inséré au *Bulletin officiel* du ministère de la France d'Outre-mer.

Fait à Paris, le 26 avril 1946.
FÉLIX GOUIN.

Par le Président du Gouvernement provisoire de la République :

Le ministre de la France d'outre-mer,
Marius MOUTET.

DECRET N° 46-824 du 26 avril 1946.

Le Président du Gouvernement provisoire de la République,

Sur le rapport du ministre de la France d'outre-mer;

Vu la loi du 2 novembre 1945 portant organisation provisoire des pouvoirs publics;

Vu l'article 14 de la loi du 5 août 1884;

Vu les décrets des 3 janvier 1914 et 11 avril 1914 portant règlement d'administration publique pour l'application dans certaines colonies de la loi du 29 juillet 1913 ayant pour objet d'assurer le secret et la liberté de vote ainsi que la sincérité des opérations électorales et les textes subséquents;

Le conseil d'Etat entendu;

DECRETE :

ARTICLE PREMIER. — Dans les territoires relevant du Ministère de la France d'Outre-mer autres que les Antilles, la Réunion et la Guyane, les électeurs non fonctionnaires venant de la Métropole ou d'un autre territoire d'outre-mer pourront, à titre exceptionnel pendant l'année 1946, même après clôture des listes électorales, demander leur inscription sur les dites listes dans les formes prescrites à l'article 2 ci-après, sous réserve d'avoir leur domicile légal dans la circonscription électorale où ils demandent cette inscription ou de fournir la preuve qu'ils viennent résider dans cette circonscription électorale pour une période d'au moins six mois en vue d'exercer une profession.

Le conjoint et les enfants des personnes visées à l'alinéa précédent pourront également demander leur inscription sur la liste électorale de leur lieu de résidence.

ART. 2. — La demande en inscription se fera devant le juge de paix ou devant le président de la juridiction investie des attributions des juges de paix par déclaration ou lettre recommandée appuyée d'une demande en radiation de la liste sur laquelle l'électeur était précédemment inscrit.

Dans les vingt quatre heures du dépôt le greffier notifiera cette demande au maire de la commune de plein exercice, à l'Administrateur-maire de la commune mixte ou au Chef de la circonscription administrative où le réclamant prétend exercer ses droits; le maire, l'administrateur-maire ou le chef de la circonscription administrative en assurera la publicité dans les formes ordinaires et fera connaître, s'il y a

lieu, dans un délai de trois jours à partir de la notification à lui faite, ses observations au juge ou au président de la juridiction initialement saisie qui statuera cinq jours au moins et dix jours au plus après le dépôt de la demande.

ART. 3. — Le Ministre de la France d'Outre-mer est chargé de l'exécution du présent décret qui sera publié au *Journal officiel* de la République Française et aux *Journaux officiels* des territoires intéressés et inséré au *Bulletin officiel* du Ministère de la France d'Outre-mer.

Fait à Paris, le 26 avril 1946.
FÉLIX GOUIN.

Par le Président du Gouvernement provisoire de la République :

Le ministre de la France d'outre-mer,
Marius MOUTET.

ARRETE N° 339 Cab. du 7 mai 1946.

L'ADMINISTRATEUR EN CHEF DES COLONIES,
CHEVALIER DE LA LÉGIION D'HONNEUR,
CROIX DE GUERRE,

COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE AU TOGO P. I.,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 3 janvier 1946 portant réorganisation administrative du territoire du Togo et création d'assemblées représentatives;

Vu le décret du 16 avril 1924 sur le mode de promulgation et de publication des textes réglementaires au Togo;

Vu la loi n° 46-680 du 13 avril 1946 relative à l'élection des députés des Territoires d'outre-mer, promulguée au Togo le 21 avril 1946;

Vu le décret n° 46-791 du 23 avril 1946 fixant les modalités d'application de la loi n° 46-680 du 13 avril 1946 susvisée, promulgué au Togo le 30 avril 1946;

Vu le câblogramme en date du 4 Mai 1946 du Ministre de la France d'Outre-Mer;

ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — Est promulgué dans le territoire du Togo le décret n° 46-891 du 2 mai 1946 complétant le décret n° 46-791 du 23 avril 1946 fixant les modalités d'application de la loi n° 46-680 du 13 avril 1946 relative à l'élection des députés des territoires d'Outre-mer.

ART. 2. — Vu l'urgence, le présent arrêté sera immédiatement applicable par voie d'affichage à la mairie de Lomé, dans les bureaux des cercles et subdivisions ainsi que dans tous les bureaux de postes du Territoire.

Lomé, le 7 mai 1946.
H. GAUDILLOT.

Le Président du Gouvernement provisoire de la République,

Sur la proposition du ministre de la France d'outre-mer,

Vu la loi du 2 novembre 1945 portant organisation provisoire des pouvoirs publics;

Vu la loi n° 46-679 du 13 avril 1946 relative à l'élection des députés de la France métropolitaine, des Départements de la Guadeloupe, de la Martinique, de la Réunion, de la Guyane et de l'Algérie;

Vu la loi n° 46-680 du 13 avril 1946 relative à l'élection des députés des Territoires d'Outre-mer notamment son article 9;

Vu le décret n° 46-791 du 23 avril 1946 fixant les modalités d'application de la loi n° 46-680 du 13 avril 1946 relative à l'élection des députés des Territoires d'Outre-mer;

Le conseil des Ministres entendu;

DECRETE :

ARTICLE PREMIER. — Il est ajouté au décret n° 46-791 du 23 avril 1946 susvisé, le titre et les articles 7 bis et 7 ter ci-après :

Forme du scrutin de liste majoritaire

Art. 7 bis. — Le scrutin de liste majoritaire à un tour prévu à l'article 6 de la loi n° 46-680 du 13 avril 1946 susvisé a lieu sans panachage. Les électeurs et électrices ne peuvent voter que pour une liste complète sans radiation ni adjonction de noms.

Est nul tout bulletin ne remplissant pas les conditions précédentes et, en général, tout bulletin présentant une modification quelconque apportée au bulletin de vote imprimé par les soins du candidat.

Art. 7 ter. — En cas d'égalité de suffrages entre deux ou plusieurs listes, il est procédé pour chacune de ces listes au calcul de l'âge moyen des candidats.

La liste des candidats dont l'âge moyen est le plus élevé est proclamée élue.

ART. 2. — Le dernier alinéa de l'article 13 du décret 46-791 du 23 avril 1946 susvisé est complété comme suit :

« Les arrêtés fixant les barèmes de remboursement des frais d'affichage et des dépenses d'essence sont soumis à l'approbation du Ministre de la France d'Outre-mer ».

ART. 3. — Le Ministre de la France d'Outre-mer est chargé de l'exécution du présent décret qui sera publié au *Journal officiel* de la République Française ainsi qu'aux *Journaux officiels* des territoires intéressés et inséré au *Bulletin officiel* du Ministère de la France d'Outre-mer.

Fait à Paris, le 2 mai 1946.

FÉLIX GOUIN.

Par le Président du Gouvernement provisoire de la République :

Le ministre de la France d'outre-mer,
Marius MOUTET.

Navigation aérienne

ARRETE N° 328 Cab. du 3 mai 1946.

L'ADMINISTRATEUR EN CHEF DES COLONIES,

CHEVALIER DE LA LÉGION D'HONNEUR,

CROIX DE GUERRE,

COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE AU TOGO P. I.,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 3 janvier 1946 portant réorganisation administrative du territoire du Togo et création d'assemblées représentatives;

Vu le décret du 16 avril 1924 sur le mode de promulgation et de publication des textes réglementaires au Togo;

Vu le décret du 26 mars 1939 portant organisation du Service Radioélectrique Colonial, promulgué au Togo le 4 mai 1939;

Vu l'ordonnance N° 45-2401 du 18 octobre 1945 relative au fonctionnement de l'aéronautique civile dans les territoires d'outre-mer, promulguée au Togo le 28 janvier 1946;

Vu la lettre N° 1.300 Tr/Coprac. en date du 5 avril 1946 du ministre des colonies;

ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — Est promulgué dans le territoire du Togo l'arrêté interministériel du 19 janvier 1946 portant création d'un comité de Coordination de la protection radioélectrique de la Navigation aérienne aux Colonies.

ART. 2. — Le présent arrêté sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Lomé, le 3 mai 1946.

H. GAUDILLOT.

Le Ministre des Travaux publics et des Transports et le Ministre des Colonies,

Vu la loi du 31 mai 1924 sur la navigation aérienne et les décrets des 23 février 1926 et 15 mai 1928 la rendant applicable respectivement en A.O.F. et dans les autres colonies;

Vu le décret du 1^{er} novembre 1936 portant attributions des Ministères de l'Air et des Colonies en matière d'aéronautique civile dans les colonies et pays de protectorat relevant du Département des colonies;

Vu l'arrêté interministériel du 3 juillet 1939 portant attributions respectives des Départements de l'Air et des Colonies en matière de protection radioélectrique de la Navigation aérienne;

Vu la recommandation émise par la conférence africaine française de Brazzaville;

Vu l'ordonnance n° 45-2401 du 18 octobre 1945 relative au fonctionnement de l'Aéronautique civile dans les territoires d'outre-mer;

ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — Il est créé un Comité de coordination de la protection radioélectrique de la navigation aérienne aux colonies chargé :

— d'assurer la liaison entre le Ministère des Travaux Publics et des Transports et le Ministère des Colonies pour les questions intéressant l'organisation, l'établissement, l'exploitation et l'entretien du réseau de protection radioélectrique de la navigation aérienne aux colonies;

— de fournir au Ministre des Travaux Publics et des Transports et au Ministre des Colonies les avis qui lui seront demandés sur l'organisation, l'établissement, l'exploitation et l'entretien de ce réseau.

ART. 2. — Le Comité de coordination de la protection radioélectrique de la navigation aérienne qui fonctionne auprès du Ministère des Travaux Publics et des Transports comprend au maximum :

— 4 membres nommés par le Ministre des Travaux Publics et des Transports dont le Directeur du Service des Télécommunications et de la signalisation, Président;

— 4 membres nommés par le Ministre des Colonies, dont le Directeur des Transmissions coloniales, Vice-Président.

ART. 3. — Jusqu'à la parution des arrêtés interministériels prévus à l'article 19 de l'ordonnance du 18 octobre 1945, le Comité de coordination de la protection radioélectrique de la navigation aérienne prescrit les règles générales d'exploitation, arrête les horaires de fonctionnement normal des stations, prescrit les mesures à prendre pour l'exécution et la surveillance des travaux ou fournitures. Il est consulté sur la suite à donner aux projets de marchés de travaux d'un montant supérieur à 1.000.000 francs. Un nouvel arrêté précisera les modifications éventuelles d'attributions après la parution des arrêtés prévus ci-dessus.

ART. 4. — Le Comité de coordination de la protection radioélectrique de la navigation aérienne règle lui-même la procédure de son fonctionnement.

Il se réunit tous les mois, le Président et le Vice-Président ayant la faculté de demander dans l'intervalle les réunions qu'ils jugeraient nécessaires de provoquer.

Le Président du Comité est habilité à régler lui-même les questions d'exploitation radioélectrique présentant un caractère d'urgence ou d'importance secondaire, lesdites questions étant obligatoirement soumises au Comité dans sa plus proche séance.

ART. 5. — Les dépenses du secrétariat et les frais de correspondance postale, téléphonique et télégraphique sont à la charge du Ministre des Travaux Publics et des Transports.

Paris, le 19 janvier 1946.

Le Ministre des Travaux publics et des Transports
J. MOCH.

Le Ministre des Colonies,
Jacques SOUSTELLE.

• Liberté de réunion

ARRETE N° 323 Cab. du 1^{er} mai 1946.

L'ADMINISTRATEUR EN CHEF DES COLONIES,

CHEVALIER DE LA LÉGION D'HONNEUR,

CROIX DE GUERRE,

COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE AU TOGO P. 1.,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 3 Janvier 1946 portant réorganisation administrative du Territoire du Togo et création d'assemblées représentatives;

Vu le décret du 16 avril 1924 sur le mode de promulgation et de publication des textes réglementaires au Togo;

ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — Est promulgué dans le territoire du Togo le décret n° 46-718 du 11 avril 1946 rendant applicable aux territoires relevant du Ministère de la France d'Outre-Mer, la législation métropolitaine sur la liberté de réunion.

ART. 2. — Le présent arrêté sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Lomé, le 1^{er} mai 1946.

H. GAUDILLOT.

Soumis à la procédure de publication d'urgence par arrêté N° 338 Cab. du 7 mai 1946.

Le Président du Gouvernement provisoire de la République,

Sur le rapport du ministre de la France d'outre-mer,

Vu le sénatus consulte du 3 mai 1854;

Vu la loi du 30 juin 1881 sur la liberté de réunion et notamment son article 13 rendant applicable ladite loi aux colonies représentées au Parlement;

Vu la loi du 28 mars 1907 relative aux réunions publiques, notamment son article 3, ainsi conçu :

« Des règlements d'administration publique détermineront les conditions dans lesquelles la présente loi et celle du 2 janvier 1907 seront applicables à l'Algérie et aux colonies »;

Vu l'ordonnance du 17 septembre 1943 portant modification temporaire des articles 2, 10 et 11 de la loi du 30 juin 1881 sur les réunions publiques;

Vu le décret du 4 février 1913 rendant applicable à Saint-Pierre et Miquelon la loi du 30 juin 1881;

Vu le décret du 20 avril 1925 rendant applicable à la Guadeloupe et à la Martinique la loi du 28 mars 1907;

Vu le décret du 31 juillet 1945 rendant applicable aux établissements français de l'Inde les dispositions de la loi du 28 mars 1907 relative aux réunions publiques;

Le conseil d'Etat entendu,

DECRETE :

ARTICLE PREMIER. — La loi du 30 juin 1881 sur la liberté de réunion est déclarée applicable à l'Afrique équatoriale française, à Madagascar et dépendances, à la Côte française des Somalis, au Togo, au Cameroun, à la Nouvelle-Calédonie et dépendances, et aux établissements français de l'Océanie ainsi qu'aux territoires de l'Afrique occidentale française où elle n'est pas encore en vigueur.

ART. 2. — Dans les territoires visés à l'article 1^{er} ci-dessus ainsi qu'au Sénégal, à la Guyane, à la Réunion et à Saint-Pierre et Miquelon, les réunions publiques, quel qu'en soit l'objet, pourront être tenues sans déclaration préalable, sous réserve de l'application de l'ordonnance susvisée du 17 septembre 1943.

ART. 3. — L'ordonnance susvisée du 17 septembre 1943 est déclarée applicable à la Guadeloupe et à la Martinique.

ART. 4. — Le ministre de la France d'outre-mer sera chargé de l'exécution du présent décret, qui sera publié au *Journal officiel* de la République française et aux *Journaux officiels* des territoires intéressés et inséré au *Bulletin officiel* du ministère de la France d'outre-mer.

Fait à Paris, le 11 avril 1946.

FÉLIX GOUIN.

Par le Président du Gouvernement provisoire de la République :

Le Ministre de la France d'Outre-Mer,
Marius MOUTET.

LOI du 30 juin 1881.

ARTICLE PREMIER. — Les réunions publiques sont libres. Elles peuvent avoir lieu sans autorisation préalable, sous les conditions prescrites par les articles suivants.

ART. 2. — Toute réunion publique sera précédée d'une déclaration indiquant le lieu, le jour, l'heure de la réunion. Cette déclaration sera signée par deux personnes au moins, dont l'une domiciliée dans la commune où la réunion doit avoir lieu. Les déclarants devront jouir de leurs droits civils et politiques, et la déclaration indiquera leurs noms, qualités et domiciles. Les déclarations sont faites à Paris, au Préfet de la police, dans les chefs-lieux de département au Préfet, dans les chefs-lieux d'arrondissement au sous-Préfet, et, dans les autres communes, au maire. Il sera donné immédiatement récépissé de la déclaration. Dans le cas où le déclarant n'aurait pu obtenir de récépissé, l'empêchement ou le refus pourra être constaté par acte extra-judiciaire ou par attestation signée de deux citoyens domiciliés dans la commune. Le récépissé ou l'acte qui en tiendra lieu constatera l'heure de la déclaration. La réunion ne peut avoir lieu qu'après un délai d'au moins vingt-quatre heures.

ART. 3. — Ce délai sera réduit à deux heures pour les réunions publiques électorales prévues à l'article 5, lorsqu'elles seront tenues dans la période comprise entre le décret ou l'arrêté portant convocation du collège électoral et le jour de l'élection exclusivement. La réunion pourra avoir lieu le jour même du vote, s'il s'agit d'élections comportant plusieurs tours de scrutin dans la même journée. La réunion pourra alors suivre immédiatement la déclaration.

ART. 4. — La déclaration fera connaître si la réunion a pour but une conférence, une discussion publique, ou si elle doit constituer une réunion électorale prévue par l'article suivant.

ART. 5. — La réunion électorale est celle qui a pour but le choix ou l'audition de candidat à des fonctions publiques électives, et à laquelle ne peuvent assister que les électeurs de la circonscription, les candidats, les membres des deux Chambres et le mandataire de chacun des candidats.

ART. 6. — Les réunions ne peuvent être tenues sur la voie publique; elles ne peuvent se prolonger au-delà de onze heures du soir; cependant dans les localités où la fermeture des établissements publics a lieu plus tard, elles pourront se prolonger jusqu'à l'heure fixée pour la fermeture de ces établissements.

ART. 7. — Les clubs demeurent interdits.

ART. 8. — Chaque réunion doit avoir un bureau composé de trois personnes au moins, le bureau est chargé de maintenir l'ordre, d'empêcher toutes infractions aux lois, de conserver à la réunion le caractère qui lui a été donné par la déclaration; d'interdire tout discours contraire à l'ordre public et aux bonnes mœurs, ou contenant provocation à un acte qualifié crime ou délit. A défaut de désignation par les signataires de la déclaration, les membres du bureau seront élus par l'assemblée. Les membres du bureau, et jusqu'à la formation du bureau, les signataires de la déclaration sont responsables des infractions aux prescriptions des articles 6, 7 et 8 de la présente loi.

ART. 9. — Un fonctionnaire de l'ordre administratif ou judiciaire peut être délégué à Paris, par le préfet de police, et dans les départements, par le préfet, le sous-préfet ou le maire, pour assister à la réunion. Il choisit sa place. Il n'est rien innové aux dispositions de l'article 3 de la loi des 16-24 août 1790, de l'article 9 de la loi des 19-22 juillet 1791 et des articles 9 et 15 de la loi du 18 juillet 1837. Toutefois, le droit de dissolution ne devra être exercé par le représentant de l'autorité que s'il en est requis par le bureau, ou s'il se produit des collisions et voies de fait.

ART. 10. — Toute infraction aux dispositions de la présente loi sera punie des peines de simple police, sans préjudice des poursuites pour crimes et délits qui pourraient être commis dans les réunions.

ART. 11. — L'article 463 du Code pénal est applicable aux contraventions prévues par la présente loi. L'action publique et l'action privée se prescrivent par six mois.

ART. 12. — Le décret du 28 juillet 1848 demeure abrogé, sauf l'article 13 qui interdit les sociétés secrètes. Sont également abrogés: le décret du 25 mars 1852, la loi des 6-10 juin 1868 et toutes dispositions contraires à la présente loi.

ART. 13. — La présente loi est applicable aux colonies représentées au Parlement.

LOI du 28 mars 1907.

Le Sénat et la Chambre des députés ont adopté;

Le Président de la République promulgue la loi dont la teneur suit :

ARTICLE PREMIER. — Les réunions publiques, quel qu'en soit l'objet, pourront être tenues sans déclaration préalable.

ART. 2. — Sont abrogées, en ce qu'elles ont de contraire à la présente loi, les dispositions des lois des 30 juin 1881, 9 décembre 1905 et 2 janvier 1907

ART. 3. — Des règlements d'administration publique détermineront les conditions dans lesquelles la présente loi et celle du 2 janvier 1907 seront applicables à l'Algérie et aux Colonies.

ORDONNANCE du 17 septembre 1943.

Le Comité français de la Libération nationale,

Sur le rapport du commissaire à l'Intérieur;

Vu l'ordonnance du 3 juin 1943 portant institution du Comité français de la Libération nationale;

Vu la loi du 9 août 1849 sur l'état de siège et, notamment son article 9, 4^e;

Vu la loi du 30 juin 1881 sur les réunions publiques, modifiée par celle du 28 mars 1907 et l'acte dit « Loi du 18 juillet 1941 »;

ORDONNE :

ARTICLE PREMIER. — Pendant la durée de l'état de siège, les articles 2, 10 et 11 de la loi du 30 juin 1881, modifiée par la loi du 28 mars 1907, sont remplacés par les dispositions suivantes :

ART. 2. — Toute réunion publique sera précédée d'une déclaration indiquant le lieu, le jour, l'heure de la réunion. Toutefois, en sont dispensées, les réunions que comporte l'exercice d'un culte et celles tenues par les syndicats professionnels ou unions et fédérations de syndicats, d'ordre strictement professionnel.

Seront considérées comme d'ordre strictement professionnel, les réunions tenues par les associations susvisées dans les locaux normalement prévus pour l'exercice de leurs activités (siège social de l'association, Bourse du Travail, Chambre de commerce etc.).

La déclaration fera connaître les noms, prénoms et domiciles des organisateurs. Elle est signée par trois d'entre eux justifiant qu'ils jouissent de leurs droits civils et politiques et faisant élection de domicile dans le département.

La déclaration est faite à la mairie de la commune (ou au siège du Chef de l'unité administrative en tenant lieu) sur le territoire de laquelle la réunion publique doit avoir lieu. Elle est faite à la préfecture ou à la sous-préfecture en ce qui concerne les communes où est instituée la Police d'Etat.

Elle doit intervenir cinq jours francs au moins et quinze jours francs au plus avant la date de la réunion. L'autorité qui reçoit la déclaration en délivre immédiatement un récépissé. Dans le cas où le déclarant n'aurait pu obtenir de récépissé, l'empêchement ou le refus pourra être constaté par acte extrajudiciaire ou par attestation signée de deux citoyens domiciliés dans la commune.

Hors le cas où la déclaration est faite à la préfecture, l'autorité qui la reçoit en avise dans les vingt quatre heures le Préfet.

Si la réunion publique est de nature à troubler l'ordre public, l'autorité investie des pouvoirs de police peut l'interdire par un arrêté qu'elle notifie immédiatement aux signataires de la déclaration au domicile

élu. Le Maire (ou le Chef de l'unité administrative) doit transmettre, sans retard, au Préfet copie de son arrêté d'interdiction. Le Préfet peut annuler cet arrêté ou prononcer lui-même, le cas échéant, l'interdiction. Les arrêtés d'interdiction doivent être motivés.

ART. 10. — Seront punis d'un emprisonnement de quinze jours à six mois et d'une amende de 16 à 2.000 francs ou de l'une de ces deux peines seulement :

1^o — ceux qui auront fait une déclaration incomplète ou inexacte en vue de tromper sur les conditions de la réunion publique projetée ou qui, soit avant le dépôt de la déclaration prescrite à l'article 2, soit après l'interdiction auront adressé par un moyen quelconque une convocation à y prendre part;

2^o — ceux qui seront convaincus d'avoir participé sciemment à l'organisation d'une réunion publique non déclarée ou interdite.

Toutes autres infractions aux dispositions de la présente loi seront punies de peine, de simple police, sans préjudice des poursuites pour crimes et délits qui pourraient être commis dans les réunions.

ART. 11. — L'action publique et l'action privée se prescrivent par six mois en ce qui concerne les contraventions.

ART. 12. — Toutes dispositions contraires et, notamment, celles de l'acte dit « Loi du 18 juillet 1941 » sont abrogées.

ART. 13. — La présente ordonnance est immédiatement applicable à l'Algérie.

ART. 14. — La présente ordonnance sera publiée au *Journal officiel* de la République Française et exécutée comme loi.

Alger, le 17 septembre 1943.

GIRAUD DE GAULLE.

Par le Comité Français de la Libération nationale :

Le Commissaire à l'Intérieur,
A. PHILIP.

ACTES DU POUVOIR LOCAL

Personnel

Conducteurs des travaux agricoles et forestiers

ARRETE N° 753 P. du 29 décembre 1945.

L'ADMINISTRATEUR EN CHEF DES COLONIES,
CHEVALIER DE LA LÉGION D'HONNEUR,
CROIX DE GUERRE,

COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE AU TOGO P. I.,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 19 septembre 1936 portant réduction des dépenses administratives du Togo, modifié par celui du 20 juillet 1937;

Vu le décret du 2 mars 1910 portant règlement sur la solde et les allocations accessoires des fonctionnaires, employés et agents des services coloniaux et tous actes modificatifs;

Vu le décret du 30 décembre 1912 sur le régime financier des colonies et tous actes modificatifs;

Vu l'acte dit « Loi du 3 août 1943 » relative à la classification générale des traitements des fonctionnaires civils de l'Etat;

Vu l'ordonnance du 6 janvier 1945 portant réforme des traitements des fonctionnaires de l'Etat;

Le conseil d'administration entendu;

Sous réserve de l'approbation ministérielle;

ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — Les fonctionnaires du cadre local européen des conducteurs des travaux agricoles et forestiers du territoire du Togo sont, pour l'application de l'article 1^{er} de l'acte dit « Loi du 3 août 1943 » relative à la classification générale des traitements, classés dans les échelles ci-après :

Emplois	Echelles
Conducteurs en chef	14 d
Conducteurs principaux, conducteurs, aides-conducteurs	9 a

ART. 2. — Les traitements et les classes que comportent les divers emplois visés à l'article premier ci-dessus sont fixés ainsi qu'il suit :

Conducteur en chef :

	francs.
1 ^{re} classe	96.000
2 ^e classe	90.000

Conducteur principal :

1 ^{re} classe	78.000
2 ^e classe	72.000
3 ^e classe	66.000

Conducteur :

1 ^{re} classe	60.000
2 ^e classe	55.000

Aide-conducteur :

1 ^{re} classe	51.000
2 ^e classe	46.500
3 ^e classe	42.000

ART. 3. — Les traitements fixés par le présent arrêté servent à déterminer la solde unique telle que celle-ci est définie par la réglementation applicable aux fonctionnaires des cadres locaux européens du Togo. Ces traitements sont exclusifs de toute gratification.

Aucune indemnité ou avantage accessoire, de quelque nature que ce soit, ne peut être accordé au personnel du cadre local européen des conducteurs des travaux agricoles et forestiers du territoire du Togo que dans les conditions et limites fixées par la réglementation susvisée.

ART. 4. — Les nouveaux traitements sont attribués aux fonctionnaires suivant leurs classes respectives. Leur attribution ne sera pas considérée comme un avancement et l'ancienneté des intéressés dans leur classe comptera du jour de leur dernière promotion.

ART. 5. — Le présent arrêté qui aura effet pour compter du 15 avril 1945, sera enregistré, publié et communiqué partout où besoin sera.

Lomé, le 29 décembre 1945.

H. CAUDILLOT.

Approuvé par lettre avion N° 22.003 A./PEL/RA, en date du 15 avril 1946 du Ministre de la France d'outre-mer.

Sociétés Indigènes de Prévoyance

N° 329 AE. — Par arrêté du Commissaire de la République au Togo p.i. en date du :

3 mai 1946. — Sont approuvés les comptes de gestion exercice 1945 des Sociétés Indigènes de Prévoyance de Klouto, Mango, Sokodé et du Fonds Commun des S.I.P. et dont le bilan s'élève au 31 décembre 1945 respectivement à

S.I.P. de Klouto : 863.891 frs. 14

Huit cent soixante trois mille huit cent quatre vingt onze francs 14 centimes.

S.I.P. de Sokodé : 2.013.171 frs. 38

Deux millions treize mille cent soixante et onze francs 38 centimes.

S.I.P. de Mango : 1.914.586 frs. 49

Un million neuf cent quatorze mille cinq cent quatre vingt six francs 49 centimes.

Fonds Commun des S.I.P. : 3.847.241 frs. 42

Trois millions huit cent quarante sept mille deux cent quarante et un francs 42 centimes.

N° 330 AE. — Par arrêté du Commissaire de la République au Togo p.i. en date du :

3 mai 1946. — Sont approuvés les projets de budget exercice 1946, des Sociétés Indigènes de Prévoyance de Klouto, Tsévié et Lomé :

S.I.P. Klouto :

Un million dix sept mille soixante dix francs trente centimes.

S.I.P. Tsévié :

Six cent vingt deux mille cent soixante six francs quarante neuf centimes.

S.I.P. Lomé :

Un million sept cent cinq mille quarante huit francs cinq centimes.

Sont approuvés les virements suivants apportés dans le projet de budget de la Société Indigène de Prévoyance de Klouto exercice 1946.

1^o — 6.000 francs d'article 2 paragraphe 2 (a) manœuvres phytosanitaires à l'article 2 paragraphe 2 (a) création palmeraies;

2^o — 11.600 francs d'article 2 paragraphe 2 (a) manœuvres phytosanitaires à l'article 2 paragraphe 2 (a) surveillants cultures;

3° — 7.650 francs d'article 2 paragraphe 2 (a) manœuvres phytosanitaires à l'article 2 paragraphe 2 (a) injecteurs;

4° — 16.000 francs d'article 2 paragraphe 2 (a) — phytosanitaire à l'article 2 paragraphe 2 (a) salaire mécaniciens;

5° — 10.000 francs d'article 2 paragraphe 2 (a) manœuvres phytosanitaires à l'article 2 paragraphe 2 (a) salaire bouviers;

6° — 12.200 francs chapitre III article 2 paragraphe 2 (a) manœuvres phytosanitaires à chapitre I article 1 paragraphe 1 personnel Administration Générale.

Police

ARRETE N° 332 APA. du 4 mai 1946.

L'ADMINISTRATEUR EN CHEF DES COLONIES,
CHEVALIER DE LA LÉGION D'HONNEUR,
CROIX DE GUERRE,

COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE AU TOGO P. I.,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 3 janvier 1946 portant réorganisation administrative du territoire du Togo et création d'assemblées représentatives;

Vu les arrêtés nos 52, 53, 55, 56 et 57 APA. du 20 janvier 1946 déterminant certaines infractions punies par les peines de simple Police, et l'arrêté n° 211 APA. du 22 mars 1946 prévoyant des sanctions de simple Police à certaines infractions;

ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — Sont rapportés :

1° — Les arrêtés nos 52, 55, 56 et 57 APA. du 20 janvier 1946 susvisés;

2° — L'article premier de l'arrêté n° 53 du 20 janvier 1946 susvisé en ce qui concerne les paragraphes 1 et 2;

3° — L'arrêté n° 211 APA. du 22 mars 1946 susvisé.

ART. 2. — Vu l'urgence le présent arrêté sera rendu immédiatement applicable par voie d'affichage à la Mairie de Lomé, dans les bureaux des Cercles et Subdivisions ainsi que dans tous les bureaux de Postes du Territoire.

Lomé, le 4 mai 1946.

H. GAUDILLOT.

Elections

ARRETE N° 335 APA. du 5 mai 1946.

L'ADMINISTRATEUR EN CHEF DES COLONIES,
CHEVALIER DE LA LÉGION D'HONNEUR,
CROIX DE GUERRE,

COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE AU TOGO P. I.,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 3 janvier 1946 portant réorganisation administrative du territoire du Togo et création d'assemblées représentatives;

Vu la loi n° 46-679 du 13 avril 1946 relative à l'élection des députés;

Vu la loi n° 46-680 du 13 avril 1946 relative à l'élection des députés des territoires d'outre-mer;

Vu le décret du 23 avril 1946 fixant les modalités d'application de la loi du 13 avril 1946 relative à l'élection des députés des territoires d'outre-mer, notamment en son article 13;

ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — Pour l'application du Titre VI de la loi du 13 avril 1946, relatif à la propagande électorale, les modalités non fixées par l'article 13 du décret du 23 avril 1946 susvisé sont les suivantes.

ART. 2. — Vingt-cinq jours avant la date des élections une commission, composée du président du Tribunal de Première Instance, président; du Chef du Service des P.T.T., du Chef du Service de la Production Industrielle et du Greffier près le Tribunal de Première Instance de Lomé, secrétaire, sera constituée.

Cette commission se réunira au Palais de Justice de Lomé.

Au fur et à mesure de leur déclaration, les candidats ou leurs mandataires participeront aux travaux de cette commission avec voix consultative.

ART. 3. — La Commission sera chargée :

a) de dresser la liste des imprimeurs agréés par elle pour procéder à l'impression des documents électoraux;

b) d'assurer l'impression des documents électoraux, affiches, circulaires et bulletins, dont le libellé lui sera présenté par les candidats ou leurs mandataires.

c) de fournir les enveloppes nécessaires à l'expédition des circulaires et de faire préparer leur libellé;

d) d'adresser, dix jours au plus tard avant le scrutin, à tous les électeurs du Territoire du Togo, sous une même enveloppe fermée qui sera déposée à la poste et transportée en franchise, une circulaire et un bulletin de chaque candidat;

e) d'envoyer, dans chaque cercle, subdivision ou Commune-Mixte, sept jours au plus tard avant le scrutin, les bulletins de vote de chaque candidat, en nombre au moins égal à celui des électeurs inscrits et au plus égal au double de ce dernier nombre.

L'Administrateur-Maire, le commandant de cercle ou le chef de subdivision accusera immédiatement réception de cet envoi par voie télégraphique et confirmera par lettre recommandée au Secrétaire de la commission. Il prendra des dispositions pour que dans tous les bureaux de vote des bulletins de vote en nombre suffisant soient à la disposition des électeurs le jour du scrutin.

ART. 4. — Il sera attribué à chaque candidat, qui aura déposé sa déclaration de candidature, conformément à l'article 6 du décret du 23 avril 1946, fixant les modalités d'application de la loi du 13 avril 1946, relative à l'élection des députés des territoires d'outre-mer une quantité de papier permettant d'assurer la propagande par voie d'affiches et de circulaires, ainsi que l'impression des bulletins de vote.

Cette quantité comprendra, pour chaque candidat :

1^o — Trois affiches dont les dimensions ne dépassent pas celles du format colombier (0,63^m sur 0,90^m) destinées à être apposées, durant la période électorale, sur les emplacements déterminés par la loi du 20 mars 1914;

2^o — Trois affiches, destinées aux mêmes emplacements, dont les dimensions ne pourront excéder celles du sixième du format colombier (0,21 m. sur 0,45 m), en vue d'annoncer la tenue de réunions électorales;

3^o — Une circulaire de format 0,21 m sur 0,27 m.

4^o — Un nombre de bulletins égal au triple du nombre des électrices et électeurs inscrits dans le Territoire du Togo, les bulletins ne pouvant dépasser le format 0,20 sur 0,12 m.

Aucun candidat ne pourra faire apposer plus de trois affiches de chaque catégorie sur les emplacements prévus par la loi du 20 mars 1914.

L'affichage en dehors de ces emplacements, même par affiches timbrées, est prohibé et sanctionné par la loi.

En outre, aucune affiche, à l'exception des affiches annonçant exclusivement la tenue des réunions électorales, ne pourra être apposée après le jeudi qui précède le scrutin.

ART. 5. — Les candidats feront procéder eux-mêmes à l'impression de leurs bulletins, circulaires et affiches dans les conditions suivantes :

1^o — Le candidat ou son mandataire fait connaître au président de la commission le nom de l'imprimeur qu'il a choisi sur la liste des imprimeurs agréés. Le Président lui remet, sur présentation des récépissés de déclaration de candidature et de versement du cautionnement, un bon de commande, à l'adresse de l'imprimeur, valable pour l'impression de bulletins, circulaires et affiches en quantité égale à celle que fixe l'article 27 du titre VI de la loi du 13 avril précitée.

Le Chef du Service de la Production Industrielle délivrera ensuite au candidat ou à son mandataire, sur présentation du bon de commande établi par la commission, un bon de déblocage pour la même quantité de papier.

2^o — Le candidat ou son mandataire doit remettre au président de la Commission les exemplaires de la circulaire, quinze jours au moins avant la date du scrutin.

Le candidat ou son mandataire a la faculté dans le même délai de remettre également tout ou partie du surplus des bulletins dont il dispose.

3^o — Les candidats font eux-mêmes procéder à l'apposition de leurs affiches.

4^o — La Commission n'assurera pas l'envoi des imprimés visés au paragraphe 2^o ci-dessus qui ne lui auraient pas été remis aux dates imparties.

ART. 6. — Les dispositions adéquates seront prises par l'administration et le Service des P.T.T. pour assurer la distribution des bulletins et des circulaires dans les meilleurs délais.

ART. 7. — Vu l'urgence, le présent arrêté sera rendu immédiatement applicable par voie d'affichage à la Mairie de Lomé, dans les bureaux des Cercles et Subdivisions ainsi que dans tous les bureaux de postes du Territoire.

Lomé, le 5 mai 1946.

H. GAUDILLOT.

Arachides

ARRETE N° 336 AE. du 7 mai 1946.

L'ADMINISTRATEUR EN CHEF DES COLONIES,
CHEVALIER DE LA LÉGION D'HONNEUR,
CROIX DE GUERRE,

COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE AU TOGO P. 1.,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 3 janvier 1946 portant réorganisation administrative du territoire du Togo et création d'assemblées représentatives;

Vu la loi du 14 mars 1942 et tous textes s'y rapportant,

Vu l'arrêté local n° 147 AE. du 22 février 1946,

Vu le câblogramme du département n° 96 AE/2 du 3 mai 1946,

ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — La nouvelle valeur FOB port Lomé des arachides décortiquées de la récolte 1945-46 destinées à l'exportation du Togo est fixée à 6.500 francs la tonne vrac.

ART. 2. — Le calcul des taxes de transaction, des droits de sortie et des rémunérations commerciales continuera à être établi sur les valeurs inscrites au barème établi avant la dévaluation du 26 décembre 1945 — savoir :

Nu-basculé	4.728
Loco-magasin	5.292
FOB	6.000

ART. 3. — Le montant des sommes à verser à la Caisse de Compensation gérée par la Chambre de Commerce et destinée à rembourser les frais supplémentaires pour augmentation des transports routiers reste fixé à 300 frs. la tonne.

ART. 4. — Le montant des sommes à verser à la Caisse de Compensation et de Péréquation gérée par le Chef du Bureau des Finances est fixé à 190 frs. la tonne.

ART. 5. — Vu l'urgence, le présent arrêté sera publié par voie d'affichage à la Mairie de Lomé, dans les bureaux des P.T.T. et tous lieux publics.

Lomé, le 7 mai 1946.

H. GAUDILLOT.

Agences spéciales

N° 340 F. — Par arrêté du Commissaire de la République au Togo p.i. pris en Conseil privé le :

7 mai 1946. — Les maxima des encaisses des agences spéciales du territoire du Togo Français sont fixés ainsi qu'il suit :

Anécho	5.000.000 frs.
Tsévié	1.500.000 —
Palimé	3.000.000 —
Atakpamé	4.000.000 —
Sokodé	4.000.000 —
Lama-Kara	3.000.000 —
Bassari	1.000.000 —
Sansanné Mango	2.000.000 —
Dapango	1.000.000 —

Chambre de Commerce

N° 341 F. — Par arrêté du Commissaire de la République au Togo p.i. pris en Conseil privé le : 7 mai 1946. — Est approuvé le compte définitif du budget de la Chambre de Commerce du Togo pour l'exercice 1945 dont l'arrêté s'établit comme suit :

Recettes	1.183.457,90
Dépenses	811.606,75

d'où il résulte un excédent de recettes sur les dépenses de 371.851,15 qui a été versé au Fonds de Réserve, conformément aux dispositions de l'article 41 de l'arrêté du 1^{er} juin 1938.

C. F. T.

ARRETE N° 345 CFT. du 7 mai 1946.

L'ADMINISTRATEUR EN CHEF DES COLONIES,

CHEVALIER DE LA LÉGIION D'HONNEUR,
CROIX DE GUERRE,

COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE AU TOGO P. I.,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 3 janvier 1946 portant réorganisation administrative du territoire du Togo et création d'assemblées représentatives;

Vu l'arrêté n° 281 du 15 juin 1939 promulguant au Togo le décret du 19 mai 1939 portant réorganisation des Chemins de fer coloniaux;

Vu l'arrêté général n° 3926 TP. du 2 novembre 1942 approuvant l'arrêté n° 552 du 20 septembre 1942 du Commissaire de la République au Togo, étendant dans ce territoire, la tarification en vigueur en A.O.F. et créant un fascicule 2 spécial au Réseau du Togo;

Vu l'arrêté n° 120 du 20 février 1937 instituant le système du transit entre Lomé et les postes de Douanes;

Vu la décision n° 455 TP. du 31 octobre 1944 désignant les membres du Conseil Economique du Réseau des Chemins de fer du Togo;

Vu la lettre n° 32 TP./DG/SC. du 13 août 1945 du Haut-Commissaire de la République au Togo au sujet de l'homologation des tarifs ferroviaires;

Vu les avis formulés par les membres du Conseil Economique et du Comité du Réseau;

Sur la proposition de l'Ingénieur Hors classe, Directeur p.i. du Réseau des Chemins de fer du Togo;

Le conseil privé entendu;

ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — Les marchandises d'importation circulant en transit et destinées à l'entrepôt douanier de Palimé seront transportées aux prix des tarifs spéciaux en vigueur.

ART. 2. — Ces tarifs ne sont applicables que pour les expéditions par wagon complet. Toutefois, un expéditeur pourra grouper dans un même wagon, des marchandises de catégories différentes. La taxe sera alors calculée suivant les modalités du tarif spécial P.V. n° 101 du fascicule 1.

ART. 3. — Le chargement au départ de Lomé et le déchargement à Palimé seront obligatoirement à la charge de l'expéditeur.

ART. 4. — Les délais de route applicables aux transports effectués aux conditions du présent tarif sont ceux prévus aux conditions des tarifs spéciaux de Petite Vitesse.

ART. 5. — Un agent reconnaisseur du Service du Chemin de fer assistera à la mise en wagon des marchandises, contradictoirement avec l'agent des douanes et l'expéditeur ou son représentant. Le reconnaisseur en douanes devra assister au plombage des wagons par la douane, et l'indication du mode de plombage sera reproduite sur les déclarations d'expédition. Pour les distinguer des autres wagons complets, les wagons circulant en transit sous plombs de la douane, seront munis par les soins du Chemin de fer d'une étiquette destination d'un modèle spécial susceptible d'attirer l'attention.

ART. 6. — Lorsqu'un wagon circulant dans les conditions ci-dessus énoncées, devra être différé dans une gare intermédiaire, soit pour avarie, soit pour tout autre cas de force majeure, le bris des scellés de la douane et le transbordement ne pourront avoir lieu qu'en présence d'un agent de cette administration. Un procès-verbal de transbordement sera alors établi en 4 exemplaires par le Chef de gare et countersigné par le Préposé des Douanes qui devra plomber le wagon à nouveau. Ces procès-verbaux seront adressés par le Préposé des Douanes : un à M. le Chef du Service des Douanes de Lomé, un au Préposé des Douanes de Palimé, un au Chef de gare où le transbordement a lieu et un destiné au destinataire de la marchandise.

ART. 7. — Les Préposés des Douanes se déplaçant pour assister au transbordement d'un wagon, voyageront gratuitement sur le Chemin de fer, tant à l'aller qu'au retour. Si un convoi comporte un certain nombre de wagons voyageant sous plombs de la Douane, et chaque fois qu'il le jugera utile, le Chef du Service des Douanes pourra faire accompagner ce train par un ou plusieurs gardes-frontières, qui circuleront gratuitement, tant à l'aller qu'au retour.

ART. 8. — Vu l'urgence, cet arrêté qui est rendu immédiatement applicable sera enregistré et communiqué partout où besoin sera.

Lomé, le 7 mai 1946.

H. GAUDILLOT.

ARRETE N° 346 CFT. du 7 mai 1946.

L'ADMINISTRATEUR EN CHEF DES COLONIES,
CHEVALIER DE LA LÉGIION D'HONNEUR,
CROIX DE GUERRE,

COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE AU TOGO P. I.,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 3 janvier 1946 portant réorganisation administrative du territoire du Togo et création d'assemblées représentatives;

Vu la lettre 22 TP/DG.SC. du 13 août 1945 du Haut-Commissaire de la République au Togo, au sujet de l'homologation des tarifs ferroviaires et du wharf du Togo;

Vu la décision N° 455 TP. du 31 octobre 1944 désignant les membres du Conseil Economique du Réseau des Chemins de fer du Togo;

Vu l'arrêté général N° 3586 ter.TP. du 8 octobre 1943 modifiant les tarifs d'exploitation du wharf de Lomé;

Vu l'arrêté N° 320 CFT. du 18 septembre 1945, modifiant les tarifs du wharf de Lomé;

Vu les avis formulés par les membres du Conseil Economique et du Comité du Réseau;

Sur la proposition de l'Ingénieur Hors classe, Directeur p.i. du Réseau des Chemins de fer du Togo;

Le conseil privé entendu;

ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — Les tarifs particuliers du wharf de Lomé sont annulés et remplacés, de l'article 35 à l'article 47 bis, comme ci-après :

I — TRAVAIL DU JOUR

Art. 35. — En dehors des heures réglementaires d'ouverture c'est-à-dire de 12 heures à 14 heures et de 17 à 18 heures pour les jours de la semaine, le wharf, sur la demande des Compagnies de navigation ou des navires, pourra travailler en heures supplémentaires.

Art. 36. — Outre la perception des taxes pour transports prévus aux tarifs généraux et spéciaux (Art. 22 à 34 du présent recueil) il sera perçu par bateau, par grue occupée et par heure indivisible . . . 250,— avec minimum de perception de : a) 1.000 francs par heure pour un navire travaillant seul, 4 grues pouvant être mises à sa disposition — b) 500 francs par heure et par navire, en cas de 2 navires ou plus travaillant simultanément, 2 grues pouvant être mises à la disposition de chacun d'eux.

Art. 37. — Les demandes de travail supplémentaire devront indiquer le nombre de grues à mettre à la disposition du bateau.

Art. 38. — Si, au dernier moment, un bateau ayant demandé le bénéfice des heures supplémentaires, décidait de ne pas travailler, il lui sera compté une heure supplémentaire par grue demandée, à titre de compensation pour le dérangement et les frais occasionnés avec minimum de perception comme prévu à l'article 36.

Art. 39. — La demande du nombre de grues n'engage pas le Service du wharf qui reste entièrement libre de mettre le nombre de grues qu'il juge nécessaire au

service des bateaux, suivant ses possibilités. Toutefois, dans le cas où le service du wharf ne pourra mettre à la disposition des navires, le minimum de grues prévues au paragraphe a) et b) de l'article 36, le tarif de 250 francs par heure et par grue est seul applicable.

Art. 40. — Les heures supplémentaires devront être acquittées par les demandeurs dès le travail terminé.

II — TRAVAIL DE NUIT — Tarif N° 2

Art. 41. — Le wharf, en dehors des heures supplémentaires prévues au tarif spécial N° 1, pourra fonctionner en travail dit de nuit aux heures ci-après :

de 18 à 19 heures pour tous les bateaux sans distinction;

de 19 à 22 heures et exceptionnellement au delà de 22 heures pour les courriers réguliers seulement.

Art. 42. — Outre la perception des taxes pour transports prévus aux tarifs généraux et spéciaux (Art. 22 à 34 ter du présent recueil) il sera perçu pour ce travail, les jours ouvrables :

1° — une taxe de 250 francs par bateau, par grue occupée et par heure indivisible, avec minimum de perception de 500 francs par heure pour un navire travaillant seul, 2 grues pouvant être mises à sa disposition.

2° — une taxe supplémentaire de travail de nuit de 500 francs par bateau et par heure indivisible.

III — TRAVAIL DES DIMANCHES — Tarif N° 3

Art. 43. — Le travail des dimanches est facultatif, il ne pourra avoir lieu que selon les convenances du service du wharf sans qu'il puisse être excipé des précédents et aux heures ci-après :

de 6 heures à 18 heures pour tous les bateaux sans distinction; à partir de 18 heures exceptionnellement et pour les paquebots seulement.

Art. 44. — Le travail du dimanche donnera lieu aux perceptions suivantes outre celles des taxes pour transports prévus aux tarifs généraux et spéciaux.

a) pour la période comprise entre 6 heures et 18 heures, une taxe de 250 francs par bateau, par grue occupée et par heure indivisible, avec minimum de perception de 500 francs par heure pour un navire travaillant seul, 2 grues pouvant être mises à sa disposition;

b) une perception supplémentaire de 500 francs par bateau et par heure indivisible;

c) à partir de 18 heures (paquebots seulement) :

1° — une taxe de 250 francs par bateau, par grue occupée et par heure indivisible;

2° — une perception supplémentaire de 750 francs par bateau et par heure indivisible.

IV — TRAVAIL DES JOURS FÉRIÉS — Tarif N° 4

Art. 45. — Le travail des jours fériés est facultatif, il ne pourra avoir lieu que selon les convenances du service du wharf sans qu'il puisse être excipé des précédents, et qu'aux heures ci-après :

de 6 h. à 18 heures pour tous les bateaux sans dis-

inction; à partir de 18 heures exceptionnellement et pour les paquebots seulement.

Art. 46. — Le travail des jours fériés donnera lieu aux perceptions suivantes outre celles des taxes pour transports prévus aux tarifs généraux et spéciaux.

d) pour la période comprise entre 6 heures et 18 heures : une taxe de 250 francs par bateau, par grue occupée et par heure indivisible.

e) une perception supplémentaire de 1.000 francs par bateau et par heure indivisible.

f) à partir de 18 heures — Paquebots seulement :

1^o — une taxe de 250 francs par bateau, par grue occupée et par heure indivisible.

2^o — une perception supplémentaire de 1.500 francs par bateau et par heure indivisible.

Art. 46. bis. — Conditions d'application du travail du wharf les dimanches et jours fériés et les jours ouvrables en dehors des heures réglementaires.

Les demandes des navires, des Compagnies de Navigation et de l'Administration doivent parvenir au Chef du Service du wharf autant que possible la veille du dimanche ou jour férié avant 16 h. 30, elles doivent spécifier le minimum de tonnage sur lequel porteront les opérations à l'importation et à l'exportation.

Tout navire annoncé régulièrement et pour lequel les grues ont été spécialement mises sous pression est redevable s'il ne se présente pas à l'heure indiquée des mêmes taxes de perception que s'il travaillait majorées de 50 %.

Art. 46 ter. — Droits de phare. — La redevance dite « Droit de phare » instituée par arrêté N° 762 du 15 décembre 1933 et fixée d'après la tonne de jauge nette des bateaux est remplacée par une taxe uniforme de 3 francs (trois francs) par tonne de marchandises tant à l'importation qu'à l'exportation.

Le recouvrement en sera poursuivi par le Service du Chemin de fer et du wharf et la recette correspondante faite au titre du Budget Annexe de l'Exploitation du Chemin de fer.

Art. 47. — Les présents tarifs mis en vigueur à la date du 1^{er} février 1929 abrogent et remplacent les précédents ainsi que l'ensemble de tous textes les modifiant ou les complétant.

Art. 47 bis. — Calcul des taxes. — Dans l'application des tarifs du wharf du Togo, les sommes à percevoir sont arrondies aux 10 centimes supérieurs lorsque la fraction est supérieure à 5 centimes et aux 10 centimes inférieurs lorsque la fraction est égale ou inférieure à 5 centimes. Si la somme à percevoir comporte l'application de plusieurs prix unitaires, l'arrondissement se fait séparément pour les taxes correspondant à chacun de ces prix.

ART. 2. — Vu l'urgence, cet arrêté qui est rendu immédiatement applicable sera enregistré et communiqué partout où besoin sera.

Lomé, le 7 mai 1946.
H. GAUDILLOT.

ARRETE N° 347 CFT. du 7 mai 1946.

L'ADMINISTRATEUR EN CHEF DES COLONIES,

CHEVALIER DE LA LÉGION D'HONNEUR,

CROIX DE GUERRE,

COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE AU TOGO P. I.,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 3 janvier 1946 portant réorganisation administrative du territoire du Togo et création d'assemblées représentatives;

Vu l'arrêté n° 281 du 15 juin 1939 promulguant au Togo le décret du 19 mai 1939 portant réorganisation des Chemins de fer coloniaux;

Vu l'arrêté général n° 3926 TP. du 2 novembre 1942 approuvant l'arrêté n° 552 du 20 septembre 1942 du Commissaire de la République au Togo, étendant dans ce Territoire la tarification en vigueur en A.O.F. et créant un fascicule 2 spécial au Réseau du Togo;

Vu la décision n° 455/TP. du 31 octobre 1944 désignant les membres du Conseil économique du Réseau des chemins de fer du Togo;

Vu la lettre n° 32 TP/DG/SC. du 13 août 1945 du Haut-Commissaire de la République au Togo au sujet de l'homologation des tarifs ferroviaires;

Vu les avis formulés par les membres du conseil économique et du comité du Réseau;

Sur la proposition de l'Ingénieur Hors classe, Directeur p.i. du Réseau des Chemins de fer du Togo;

Le conseil privé entendu;

ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — Le Tarif n° 17 du fascicule n° 2 susvisé est complété comme suit :

Transport entre Lomé-Douane ou Lomé P.V. et le parc aux hydrocarbures situé au kilomètre 4 de la route d'Atakpamé par Amoutivé.

Les hydrocarbures de toute nature sont transportés de la Douane ou de Lomé P.V. au parc aux hydrocarbures et inversement, à raison d'une taxe de 20 francs par tonne de charge offerte par le véhicule.

En ce qui concerne la demande d'application du tarif, la demande de matériel, la fourniture de matériel, les délais de transport, les délais de chargement et de déchargement, les règles à appliquer pour le trafic avec le parc aux hydrocarbures sont celles indiquées plus haut pour le trafic sur voies urbaines.

Les transports combinés entre un point quelconque de la voie locale et le parc aux hydrocarbures ou inversement, seront soumis à la taxe de la voie locale augmentée de celle instituée par le présent arrêté.

ART. 2. — Vu l'urgence, cet arrêté qui est rendu immédiatement applicable sera enregistré et communiqué partout où besoin sera.

Lomé, le 7 mai 1946.

H. GAUDILLOT.

Marchandises d'importation**Taux de marque brute**

ARRETE N° 350 AE. du 9 mai 1946.

L'ADMINISTRATEUR EN CHEF DES COLONIES,
CHEVALIER DE LA LÉGION D'HONNEUR,
CROIX DE GUERRE,

COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE AU TOGO P. I.,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 3 janvier 1946 portant réorganisation administrative du territoire du Togo et création d'assemblées représentatives;

Vu la loi du 14 mars 1942 et tous textes subséquents,

Vu l'arrêté n° 3215 F. du 8 septembre 1943 portant réglementation des prix, modifié et complété par les arrêtés nos 779 du 15 mars 1944, 2560 du 11 septembre 1944 et 195 du 27 mai 1945,

Vu l'ordonnance du 27 mai 1944 attribuant force de décret à la réglementation sur le régime des prix,

Vu l'arrêté n° 4009 du 29 décembre 1945 portant création de caisse de péréquation et de compensation rendu applicable au Togo par arrêté 22 Cab. du 7 janvier 1946,

ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — Les sommes versées aux caisses de péréquation et de compensation sur les marchandises de provenance étrangère, payées avant la dévaluation ne devront pas être comprises dans les éléments constitutifs du prix de revient licite.

Dans l'établissement du prix de vente licite, ces sommes figureront après l'application du taux de marque brute.

ART. 2. — Toute infraction au présent arrêté sera passible des sanctions de la loi du 14 mars 1942 susvisée.

ART. 3. — Vu l'urgence, le présent arrêté sera publié par voie d'affichage à la Mairie de Lomé, dans les bureaux des cercles et subdivisions et des P.T.T.

Lomé, le 9 mai 1946.

H. GAUDILLOT.

Farine de Maïs

ARRETE N° 352 AE. du 9 mai 1946.

L'ADMINISTRATEUR EN CHEF DES COLONIES,
CHEVALIER DE LA LÉGION D'HONNEUR,
CROIX DE GUERRE,

COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE AU TOGO P. I.,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 3 janvier 1946 portant réorganisation administrative du territoire du Togo et création d'assemblées représentatives;

Vu la loi du 14 mars 1942,

Vu l'arrêté n° 534 du 5 octobre 1943 réorganisant la commission des prix,

Vu l'arrêté n° 225 AE. 2 du 27 avril 1944 fixant le tarif de mouture du maïs,

Vu l'avis de la commission,

ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — Est fixé comme suit le tarif de mouture du maïs :

3 francs par mesure de 3 kilos.

ART. 2. — Toute infraction au présent arrêté sera poursuivie et réprimée conformément aux dispositions de la loi du 14 mars 1942.

ART. 3. — Le présent arrêté sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Lomé, le 9 mai 1946.

H. GAUDILLOT.

ACTES CONCERNANT LE PERSONNEL**ACTES DU GOUVERNEMENT GÉNÉRAL****Tableau d'avancement**

Par arrêtés du Gouverneur général de l'A.O.F. sont inscrits au tableau d'avancement au titre de l'année 1946, le personnel des cadres ci-après :

CADRE COMMUN SUPÉRIEUR DES TRAVAUX PUBLICS

.....
Pour le grade d'adjoint technique de 2^e cl.
M.M. Grunitzky Nicolas.

CADRE COMMUN SUPÉRIEUR DE LA POLICE

.....
Au titre de l'année 1946 :

B. — INSPECTEURS :

.....
Pour le grade d'inspecteur de 2^e classe
M.M.
Marty Pierre, inspecteur de 3^e cl. 3^e échelon.

Promotions

Par arrêtés du Gouverneur général de l'A.O.F. sont promus, pour compter du 1^{er} janvier 1946, tant au point de vue de la solde que de l'ancienneté, et conservent dans leur nouveau grade les rappels d'ancienneté pour services militaires ci-après indiqués :

CADRE COMMUN SUPÉRIEUR DES TRAVAUX PUBLICS

.....
Au grade d'adjoint technique de 2^e cl.
M.M. Grunitzky Nicolas, 3^e tour choix (à défaut de candidat à l'ancienneté) (R.S.M. : 8 mois 26 jours).

ACTES DU POUVOIR LOCAL**Affectations**

Par décision n° 295 P. du :

6 mai 1946. — La sage-femme africaine de 3^e classe Sitti Marguérite, nouvellement mise à la disposition du Commissaire de la République au Togo et arrivée à Lomé le 2 mai 1946, est affectée à Lama-Kara.

Par décision n° 306 P. du :

9 mai 1946. — L'assistant de police adjoint de 2^e classe Gnofam Mani Michel, en service à la Sûreté, est affecté au Commissariat de police de la ville de Lomé, en remplacement de l'assistant de police adjoint de 6^e classe Joshua Elie, mis à la disposition du commandant du cercle de Mango.

Agents auxiliaires**Nomination**

Par décision n° 303 P. du :

7 mai 1946. — Mlle Janine Jallais est engagée en qualité de dame employée auxiliaire des P.T.T. à l'échelon 2 de l'échelle du personnel auxiliaire européen pour compter du 8 mai 1946.

Elle est mise à la disposition du Chef des services postaux et techniques des Transmissions du Togo.

DIVERS**Allocations**

Par arrêté n° 342 F. du :

7 mai 1946. — Les allocations de retraite suivantes sont accordées aux agents des cadres locaux indigènes ci-après :

1^o — Pour ancienneté de service au taux annuel de Trois mille quatre cent treize francs (3.413 francs) pour compter du 1^{er} août 1945 et de six mille huit cent vingt six francs (6.826 frs.) pour compter du 1^{er} janvier 1946 avec indemnités pour charges de famille à M. Roloph, mécanicien de 1^{re} classe des C.F.T., né à Amoutivé (Lomé) le 12 février 1894.

2^o — Au taux annuel de Deux mille trois cent soixante quinze francs (2.375 frs.) pour compter du 1^{er} août 1945 et de Quatre mille sept cent cinquante francs (4.750 frs.) pour compter du 1^{er} janvier 1946 avec indemnités pour charges de famille à M. Ameganvi Assakpo, ouvrier de 4^e classe des Travaux Publics, né à Atakpamé vers 1898.

3^o — Pour ancienneté de service au taux annuel de Huit mille six cent deux francs (8.602 frs.) pour compter du 1^{er} janvier 1946 avec indemnités pour charges de famille à M. Obobu, maître ouvrier de 1^{re} classe des C.F.T., né à Ossou (Gold-Coast) le 8 février 1885.

4^o — Pour infirmité au taux annuel de Dix mille huit cents francs (10.800 frs.) pour compter du 1^{er} janvier 1946 avec indemnités pour charges de famille à M. Odossama Djato, ouvrier de 2^e classe des C.F.T., né à Bafilo (Sokodé) vers 1891.

5^o — Pour ancienneté de service au taux annuel de Six mille francs (6.000 frs.) pour compter du 1^{er} janvier 1946 avec indemnités pour charges de famille à M. Biam Johannès, chef d'équipe de 1^{re} classe des C.F.T., né à Aképé (Lomé) en 1895.

6^o — Au taux annuel de Six mille francs (6.000 frs.) pour compter du 1^{er} janvier 1946, avec indemnités pour charges de famille à M. Honkou Eusèbe, ouvrier de 2^e classe des C.F.T., né à Abobo (Lomé) en 1892.

7^o — Au taux annuel de Six mille francs (6.000 frs.) pour compter du 1^{er} janvier 1946 avec indemnités pour charges de famille à M. Adotévi Joseph, ouvrier de 1^{re} classe des C.F.T., né à Anécho en 1900.

8^o — Au taux annuel de Six mille francs (6.000 frs.) pour compter du 1^{er} janvier 1946 avec indemnités pour charges de famille à M. Adovi Aloys, ouvrier de 1^{re} classe des C.F.T., né à Anécho en 1899.

9^o — Au taux annuel de Six mille francs (6.000 frs.) pour compter du 1^{er} janvier 1946 avec indemnités pour charges de famille à M. Agbada Amoussou, ouvrier de 1^{re} classe des C.F.T., né à Gross-Bè (Lomé) en 1898.

10^o — Au taux annuel de Six mille francs (6.000 frs.) pour compter du 1^{er} janvier 1946 avec indemnités pour charges de famille à M. Abbey Anatevi Isaac, ouvrier de 1^{re} classe des C.F.T., né à Anécho en 1892.

11^o — Au taux annuel de Six mille francs (6.000 frs.) pour compter du 1^{er} janvier 1946 avec indemnités pour charges de famille à M. Kouévi Laurent, infirmier principal de 1^{re} classe de l'A.M.I., né à Glidji vers 1892.

La dépense résultant du paiement des allocations ci-dessus et des indemnités pour charges de famille est imputable au budget local du Togo en ce qui concerne Ameganvi et Kouévi et au budget annexe du Chemin de fer pour les autres.

Commission des mercuriales

Par décision n° 301 AE. du :

7 mai 1946. — Sont désignés pour faire partie de la Commission des Mercuriales du Togo :
M.M. Barbero, administrateur des colonies: *Président*

Toqué, Chef du Service des Douanes

Robin, Chef du Service de l'Agriculture

Cointot, Fonctionnaire européen
De Souza Félício, Membre indigène du Conseil privé

Siaut, Commerçant français

Zèle, commerçant français

Mensah J. Albert, commerçant indigène.

Membres

Commission des prix

Par décision n° 296 AE. du :

6 mai 1946. — M. Larrère est désigné comme représentant des consommateurs européens pour faire partie de la Commission des Prix en remplacement de M. Laporte.

Enseignement**Bourse**

Par arrêté n° 349 E. du :

8 mai 1946. — Il est accordé, pour l'année scolaire 1946-1947, une bourse d'études de Soixante mille francs (60.000 frs.) à M. Creppy Georges, élève du Lycée Van Vollenhoven à Dakar pour lui permettre de continuer ses études secondaires dans un lycée de la Métropole.

Ces bourses sont payables mensuellement et d'avance par le Service Administratif Colonial au moyen d'ordres de paiement émis par le Directeur de ce Service sur la prévision constituée par le Territoire sous la seule obligation par le bénéficiaire de produire les certificats ou justifications de scolarité les 10 décembre, 10 mars et 10 juin de l'année scolaire 1946-1947.

Les dits certificats ou justifications seront mis au soutien du dernier versement trimestriel.

La dépense est imputable au budget local du Togo Chapitre XIII — Article 6 — Paragraphe 5 — (Bourses et allocations).

Prêt d'honneur

Par arrêté n° 351 F. du :

9 mai 1946. — Il est consenti à M. Creppy Georges, titulaire d'une bourse d'études d'enseignement secondaire dans la Métropole; un prêt d'honneur de Six mille francs (6.000 frs.) payable en totalité immédiatement.

Le remboursement de ce prêt sera effectué par M. Creppy Charles, commis d'administration, correspondant de l'intéressé, par douzième, le premier versement devant avoir lieu le 30 juin 1946 et le dernier le 31 mai 1947.

Missions Evangéliques**Conseil d'administration**

Par arrêté n° 337 APA. du :

7 mai 1946. — Sont agréés comme membres du Conseil d'Administration chargé de la gestion des biens des Missions Evangéliques du Togo, les missionnaires dont les noms suivent :

M.M. le Pasteur Jean Faure, Président de la Société des Missions Evangéliques de Paris
le Pasteur Jean Nouvelon, Vice-Président de la Société des Missions Evangéliques de Paris

M.M. le Pasteur Salomon Mallet, Membre délégué du Synode de l'Eglise Evangélique Ewé du Togo Français

le Pasteur Samuel Ataklo, Membre délégué du Synode de l'Eglise Evangélique Ewé du Togo Français.

P. T. T.**Indemnités de responsabilité**

Par décision n° 302 P.T.T. du :

7 mai 1946. — Le montant mensuel de l'indemnité de responsabilité allouée aux receveur-gérants des bureaux de Postes du Territoire pendant l'année 1946 est fixé comme suit :

	frs.
Lomé	591
Anécho	218
Atakpamé	243
Bassari	97
Lama-Kara	113
Palimé	167
Sansanné-Mango	137
Sokodé	234

Secours

Par décision n° 291 F. du :

4 mai 1946. — Un secours éventuel de 8.000 francs (Huit mille frs.) équivalant à trois mois de solde de présence du moniteur agricole Louis Gnassounou, décédé à Grand-Popo le 28 novembre 1945, est accordé à son oncle M. Gnassounou Pierre, tuteur des orphelins.

La dépense résultant du paiement de ce secours est imputable au budget local — chapitre 8 — article 5 — paragraphe 2 — exercice 1946.

Par décision n° 292 F. du :

4 mai 1946. — Un secours éventuel de Neuf mille francs (9.000 frs.) équivalant à trois mois de solde de présence du commis-adjoint de 1^{re} classe des Transmissions Afandomi Cosme, décédé à Lomé le 18 août 1945, est accordé à la mère de ce fonctionnaire.

Le dit secours sera mandaté à Madame veuve Dédé Afandomi, tutrice des enfants du défunt.

La dépense résultant du paiement de ce secours est imputable au budget local — chapitre 8 — article 1 — paragraphe 2 — exercice 1946.

Terrain domanial

Par arrêté n° 343 Dom. du :

7 mai 1946. — Le titre foncier n° 197 du territoire du Togo est attribué à titre définitif et en toute propriété au sieur Edoth Emmanuel, infirmier demeurant à Lomé.

Victimes de Vichy

Par arrêté n° 333 APA. du :

4 mai 1946. — Un complément d'indemnité de 10.000 francs en réparation des dommages matériels subis par lui est accordé au nommé Semanou Kokou Alphonse, victime non-fonctionnaire des agissements de l'autorité de fait dite « Gouvernement de l'Etat Français ».

Des indemnités, dont le montant est indiqué ci-dessous, sont accordées en réparation des dommages matériels par elles subis, aux personnes non-fonctionnaires suivantes, victimes de la même autorité ci-dessus indiquée :

Creppy Walter Adama	26.390 frs.
de Souza Carlos	41.600 frs.

PARTIE NON OFFICIELLE**AVIS ET COMMUNICATIONS****Avis d'adjudication à bref délai**

Travaux de construction à Lomé d'un bâtiment à usage de logement pour fonctionnaires du réseau des chemins de fer du Togo

Le vendredi 14 juin 1946 à 10 heures, il sera procédé, à Lomé, dans les bureaux du Secrétariat Général, en séance publique et dans les formes réglementaires, à l'adjudication, au rabais sur soumissions cachetées, des travaux de construction à Lomé, d'un bâtiment à usage de logement pour fonctionnaires du Réseau des Chemins de fer du Togo.

Les travaux à exécuter dans un délai de 6 mois à compter de la notification de l'approbation de l'adjudication sont évalués comme suit :

Travaux proprement dits	1.103.015 frs.
Somme à valoir	196.985 —
	1.300.000 —

Le cautionnement provisoire est fixé à 18.000 —

Le cautionnement définitif est fixé à 36.000 —

Les renseignements relatifs à cette adjudication seront communiqués tous les jours, sauf dimanches et jours fériés, au Bureau d'Etudes du Service des Travaux Publics et des Transports à Lomé, de 9 heures à 11 heures 30 et de 14 heures à 17 heures.

Il pourra être remis un exemplaire du dossier aux entrepreneurs qui en feront la demande, et contre versement de la somme de 400 francs.

La demande devra être adressée au Chef du Service des Travaux Publics.

AVIS**Impôt de Solidarité Nationale**

Des formules de déclaration d'impôt de solidarité nationale sont en vente au Service de l'Enregistrement des Domaines et du Timbre au prix de 10 francs.

La date de prise en charge est fixée au 1^{er} juin 1946.

Les personnes physiques ont un délai de 6 mois pour compter du 1^{er} juin 1946 pour retourner leur déclara-

tion au Service de l'Enregistrement.

Qui doit déclarer ?

En principe, toute personne dont les héritiers, si elle était morte le 4 juin 1945, auraient eu une déclaration de succession à souscrire.

Pour qu'il y ait déclaration de succession obligatoire, il faut mais il suffit qu'il y ait des biens taxables, si minime qu'en soit l'importance. Il n'en va pas de même pour l'impôt de solidarité.

L'obligation de déclarer est limitée aux personnes dont le patrimoine a une valeur globale brute supérieure à 200.000 francs ou dont l'enrichissement, au sens de la loi, aura dépassé 50.000 francs, chiffres au-dessous desquels il n'y a pas d'imposition.

Cette dispense est portée à 400.000 francs pour l'avoir global des époux et à 100.000 francs pour leur enrichissement commun, dans le cas où leurs patrimoines se trouvent confondus et font l'objet d'une déclaration unique.

En effet, au regard des époux, le système de l'ordonnance présente une particularité. Il prévoit une déclaration globale des avoirs et de l'enrichissement du ménage, comme s'il y avait entre eux une communauté universelle et quel que soit leur régime matrimonial. Il n'en va autrement que s'ils ont été imposés distinctement à l'impôt général sur le revenu au titre de l'année 1945 (revenu de 1944), comme étant séparés de fait au 1^{er} janvier 1945 ou comme s'étant mariés depuis cette date.

En outre, cette déclaration par ménage qui incombe au mari doit comprendre les avoirs des enfants — mineurs ou infirmes — dont il est fait état comme étant à la charge du ménage (infra. N° 35).

Lorsque la déclaration incombe à un incapable, elle doit être souscrite par son représentant légal.

Si un assujetti est décédé depuis le 4 juin 1945, l'obligation de déclarer ses biens passe sur la tête de ses héritiers.

La déclaration peut toujours être souscrite par un mandataire de l'assujetti mais, en ce cas, une procuration sur papier timbré doit être déposée.

Enfin l'Administration peut toujours exiger une déclaration de toute personne qu'elle présume s'être indûment abstenue de la souscrire, le contribuable ainsi requis doit obtempérer dans le délai, au minimum d'un mois, qui lui est assigné par lettre recommandée, sous peine d'être taxé d'office.

Service de la Curatelle aux successions et biens vacants**ARRONDISSEMENT JUDICIAIRE DE LOMÉ**

Conformément aux dispositions de l'article 12 du décret du 27 janvier 1855 concernant l'administration des successions et biens vacants, il est donné au public avis d'ouverture de la succession de M. Ousseidi, décédé à Lomé le 10 décembre 1945.

Les personnes intéressées sont invitées à faire valoir leurs droits au receveur des domaines chargé des successions et biens vacants.

Lomé, le 7 mai 1946.

Le Curateur p.i.,
E. GUÉRIN.

Conformément aux dispositions de l'article 12 du décret du 27 janvier 1855 concernant l'administration des successions et biens vacants, il est donné au public avis d'ouverture de la succession de M. Boukary Motchono, décédé à Lomé le 11 décembre 1945.

Les personnes intéressées sont invitées à faire valoir leurs droits au receveur des domaines chargé des successions et biens vacants.

Lomé, le 7 mai 1946.

Le Curateur p.i.,
E. GUÉRIN.

DOMAINES

Avis de demande d'immatriculation au livre foncier du territoire du Togo

Toutes personnes intéressées sont admises à former opposition à la présente immatriculation, en mains du conservateur soussigné, dans le délai de trois mois, à compter de l'affichage du présent avis, qui aura lieu incessamment en l'auditoire du tribunal civil de Lomé.

Suivant réquisition, n° 1325, déposée le 6 mai 1946 le sieur Albert AHADJI, profession de propriétaire, demeurant et domicilié à Lomé (Togo) agissant en son nom personnel comme propriétaire majeur non interdit jouissant de ses droits civils selon son statut personnel indigène et optant pour la législation française, ainsi qu'il le déclare expressément a demandé l'immatriculation au Livre foncier du Territoire du Togo, d'un immeuble rural, non bâti, consistant en un terrain ayant la forme d'un polygone irrégulier, d'une contenance totale de 21 ares 63 centiares situé à Lomé, route d'Atakpamé, Cercle de Lomé et borné au Nord par terrain à Amuzu SOA-HODE, à l'Ouest par terrain à Kpakpa Awuté, au Sud par terrain à Boko Nudanu et à l'Est également par terrain à Boko Nudanu.

Il déclare que ledit immeuble lui appartient et n'est, à sa connaissance, grevé d'aucuns droits ou charges réels, actuels ou éventuels.

Suivant réquisition, n° 1326, déposée le 4 Mai 1946 le sieur Victor MICHIHUM ABBEY, profession de Commis des Douanes, demeurant à Dakar (Sénégal) et domicilié à Lomé (Togo) agissant en qualité de copropriétaire et mandataire de ses frères et sœurs, tous héritiers de MICHIHUM ABBEY, savoir, outre lui-même, ci-dessus nommé :

- 2° Djagblévi Abuya MICHIHUM ABBEY, à Anécho
- 3° Marcel M. ABBEY, demeurant à Anécho
- 4° Louise ABBEY, demeurant à Anécho
- 5° Djagblévi Antoinette ABBEY, à Cotonou
- 6° Djagblékor Lydia ABBEY, demeurant à Lomé
- 7° Kayissan Madeleine ABBEY, demeurant à Lomé
- 8° Abbévi Mensah Pierre ABBEY, demeurant à Accra
- 9° Djagblévi Hélène ABBEY, demeurant à Anécho
- 10° Kokovi Elizabeth ABBEY, demeurant à Comé (Dahomey)
- 11° Kayissan ABBEY, demeurant à Anécho
- 12° Albert M. ABBEY, demeurant à Lomé
- 13° Ignace M. ABBEY, demeurant à Palimé
- 14° Georges M. ABBEY, à Palimé

- 15° Djagblévi Elizabeth ABBEY
- 16° Ekué Gabriel ABBEY, à Tovéga
- 17° Kayi ABBEY, demeurant à Athiémé
- 18° Djagblévi Rosa ABBEY, à Lomé
- 19° Djagblévi Anastasia ABBEY, demeurant à Porto-Seguro
- 20° Thérèse ABBEY, demeurant à Lomé
- 21° Djagblévi Agnès ABBEY, à Porto-Seguro
- 22° Kayi ABBEY, demeurant à Atakpamé
- 23° Tchotchovi ABBEY, demeurant à Zalivé
- 24° Abbévi ABBEY, demeurant à Palimé
- 25° Djagblévi Yao ABBEY, demeurant à Parahoué (Dahomey)

26° Georgette ABBEY, demeurant à Anécho a demandé l'immatriculation au livre foncier du Territoire du Togo, d'un immeuble urbain, bâti, consistant en un terrain en forme de quadrilatère irrégulier, sur lequel se trouvent édifiées une maison à étage à usage d'habitation et plusieurs dépendances à usage de magasin et de hangar; d'une contenance totale de 7 a 79 ca situé à Anécho, Cercle d'Anécho et borné à l'Est par une place publique et une ruelle non dénommée, au Sud par une ruelle non dénommée, à l'Ouest par terrain à Anaté Kuper, et au Nord par la route de Lomé.

Il déclare que ledit immeuble leur appartient et n'est, à sa connaissance, grevé d'aucuns droits ou charges réels, actuels ou éventuels.

Suivant réquisition, n° 1327, déposée le 7 mai 1946 le sieur Hubert Pompéo d'Almeida profession de Commis d'Administration, demeurant et domicilié à Lomé, agissant en son nom personnel comme propriétaire majeur non interdit, jouissant de ses droits civils selon son statut personnel indigène et optant pour la législation française, a demandé l'immatriculation au livre foncier du Territoire du Togo, d'un immeuble rural, non bâti, consistant en un terrain de culture, ayant la forme de polygone irrégulier d'une contenance totale de 1 hectare 39 ares 59 centiares situé à Agokpamé, Cercle d'Anécho et borné au Nord par terrain à Sossa Sodji et par titre foncier N° 537 du Territoire du Togo, au Sud par terrain à Mabudu Toyi, et à Kodjovi John, à l'Est par terrain à Joseph Koami et à l'Ouest par terrain à Sodji Koffi.

Il déclare que ledit immeuble lui appartient et n'est, à sa connaissance, grevé d'aucuns droits ou charges réels, actuels ou éventuels.

Le conservateur de la propriété foncière, p. i.,
E. GUÉRIN.

A V I S

Adjudication ajournée

L'Administration porte à la connaissance du public que l'adjudication aux enchères publiques concernant la parcelle de terrain domanial objet du Titre Foncier N° 511 de Lomé, qui devrait avoir lieu le 15 mai 1946, est reportée au 16 juillet prochain.

Lomé, le 15 mai 1946.

Le Receveur des Domaines p.i.,
E. GUÉRIN.